

NOUVELLES MESURES POUR SOUTENIR L'ÉLEVAGE

Des incidences attendues sur le prix des viandes rouges

Lire l'article de M.Aziza page 4



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN



SELON LE SG DE L'UGTA
**L'objectif du président
est d'arriver
à une augmentation
à 100% des salaires**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

**SUR DÉCISION DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
2.000 carnets de hadj
supplémentaires aux personnes
âgées de 70 ans et plus** P3

**CHANGEMENTS ANTICONSTITUTIONNELS
DE GOUVERNEMENTS, TERRORISME
ET INTERFÉRENCES EXTÉRIEURES**

**Les
principaux
défis de
l'Afrique** P2



**POUR CONSOLIDER L'ACCORD
DE CESSEZ-LE-FEU À GHAZA
Appel à une action
internationale coordonnée**

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

Pour consolider l'accord de cessez-le-feu à Ghaza Appel à une action internationale coordonnée

Mardi, 54^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 590 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Hier, les bombardements israéliens ont commencé peu après minuit et se sont poursuivis jusqu'en début de matinée sur le nord et le sud de Ghaza. Des avions de combat ont lancé une série de frappes aériennes sur des zones situées au-delà de la « Ligne verte » (hors de la zone occupée par l'armée sioniste), à l'est de Khan Younes, dans le sud de l'enclave.

La région a été également visée par une attaque de drones israéliens au cours de laquelle est tombé en martyr le photojournaliste Mahmoud Wadi, a rapporté Al Jazeera qui affirme avoir authentifié une vidéo publiée sur Instagram où l'on voit le corps du journaliste, recouvert de son gilet de presse. Plus de 260 journalistes, photographes et professionnels des médias sont tombés en martyrs depuis le début du génocide israélien à Ghaza le 7 octobre 2023.

En outre, les bombardements d'hier ont ciblé le camp de réfugiés de Jabaliya, dans le nord, et l'est de la ville de Ghaza. En outre, des drones israéliens ont tiré sur les environs du carrefour d'Al-Sanafir, dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de la ville. La Protection civile a annoncé que « suite à une coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) », ses « équipes sont rendues dans le quartier d'Al-Tuffah, plus précisément au carrefour d'Al-Sanafir, rue Salah al-Din, et ont pu évacuer deux nouvelles victimes (un enfant et une femme) ainsi que des dizaines de familles piégées dans leurs maisons par les forces israéliennes, sous le feu de chars et de drones ». « Le nombre total de victimes s'élève à cinq, dont deux femmes et deux enfants », ajoute la Protection civile.

L'hôpital baptiste a rapporté le martyr d'un Palestinien suite à des tirs de l'armée israélienne au-delà de la « Ligne verte », dans le quartier d'Al-Zaytoun de la ville de Ghaza. Par ailleurs, l'armée d'occupation israélienne a démolé des bâtiments résidentiels à l'intérieur de la Ligne verte, dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza.

FAIRE RESPECTER L'ACCORD DE Cessez-le-feu ET PASSER À SA 2^E PHASE

A propos des violations israéliennes depuis le début du cessez-le-feu à Ghaza, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, a appelé, mardi, à une action internationale coordonnée pour consolider l'accord et passer à sa deuxième phase, qui prévoit le déploiement d'une force internationale de stabilisation dans l'enclave.

Abdelatty a également souligné la nécessité d'assurer l'acheminement de l'aide humanitaire et médicale à la population de Ghaza et de préserver l'intégrité territoriale de la bande de Ghaza, selon un communiqué publié lors de sa visite à Berlin.

De son côté, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères a dé-

claré, hier, avoir « confiance dans le plan du président américain et dans son rôle, ainsi que dans celui des médiateurs ». « Nous continuons de suivre de près l'accord sur Ghaza et d'œuvrer pour que la trêve actuelle ne s'effondre pas », a-t-il ajouté, soulignant que « les efforts de médiation se poursuivent et les violations de l'accord sont préoccupantes ».

« Chaque violation de la trêve à Ghaza la menace et en affaiblit l'impact, mais il s'agit de la trêve la plus longue malgré ces violations. Nous travaillons à faire de la trêve actuelle un tremplin vers la deuxième phase de l'accord », a affirmé le porte-parole du MAE qatari.

A noter que les déclarations des deux responsables, égyptien et qatari, interviennent après plusieurs appels du Mouvement Hamas et des factions palestiniennes aux médiateurs afin d'assumer leur responsabilité et exercer des pressions sur Israël pour respecter ses engagements dans l'accord de cessez-le-feu à Ghaza dans le cadre du plan de « paix » de Trump.

CISJORDANIE OCCUPÉE : DES RAIDES AUX ABORDS DES HÔPITAUX D'AL KHALIL

Les forces d'occupation israéliennes ont mené, dans la nuit de lundi à mardi, des raids « aux abords de plusieurs hôpitaux à Al Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée », a rapporté hier l'agence d'information palestinienne Wafa.

Le ministère de la Santé a annoncé le martyr du jeune Muhannad Tariq Mohammad Al-Zaghir âgé de 17 ans, suite à des tirs des forces sionistes près du quartier d'Abu Dujan dans la ville d'Al Khalil. « Les forces d'occupation ont pris d'assaut les cours des hôpitaux Al-Ahli, Mohamed Ali et Al-Mizan et se sont positionnées à leurs entrées », a précisé Wafa, ajoutant que « les entrées nord d'Al Khalil ont été fermées à l'aide de grilles et de points de contrôle militaires ».

La même source a indiqué que les forces d'occupation sioniste ont également « fermé les accès aux hôpitaux Ras al-Joura, Farsh al-Hawa, Halhul, Nabi Yunis et al-Hawawer » dans le nord d'Al Khalil. Mardi, et « pour le deuxième jour consécutif, les forces d'occupation israéliennes continuent de prendre d'assaut les villes de Tubas et d'Al Aqaba », rapporte encore Wafa, expliquant que les « patrouilles s'y déplacent avec des divisions d'infanterie déployées dans certains quartiers ».

« Pour le deuxième jour, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a décidé d'annuler les cours en présentiel dans toutes les écoles publiques et privées et les jardins d'enfants du gouvernorat de Tubas, tandis que le travail continue d'être suspendu dans les institutions officielles et privées, coïncidant avec l'imposition continue par l'occupation d'un couvre-feu à Tubas », annonce l'agence d'information palestinienne.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

La liberté armée

La Floride vient d'autoriser le port d'arme même de façon ostentatoire, comme si exhiber un outil de mort pouvait être interprété comme un signe de liberté ou un symbole de civilisation, alors qu'il ne s'agit que d'un retour à un état primitif où la violence devient un langage quotidien.

On nous répète que ce droit s'enracine dans le second amendement, présenté comme une relique sacrée, un héritage presque divin que l'on brandit pour justifier l'injustifiable, alors qu'en réalité il n'est plus chéri par le peuple américain mais par une élite de marchands d'armes, de producteurs de mort dont les profits gonflent au rythme des drames qu'ils contribuent à créer. Pas un mois ne passe sans qu'il y ait une attaque, pas une semaine sans qu'une ville, une école, une rue ordinaire ne devienne théâtre de carnage, une scène où l'innocence s'effondre et où l'illusion d'une vie normale se dissipe dans un nuage de poudre et un écho de balles.

L'Amérique enterre ses enfants avec une régularité qui briserait n'importe quel peuple, mais elle, elle continue de s'enfermer dans une logique circulaire où chaque massacre provoque des larmes, des experts, des discours, puis l'oubli, puis un nouveau massacre, comme si la tragédie n'était plus un accident mais un système, un rituel, une respiration nationale. Le second amendement, conçu à l'époque des mousquets et des milices locales, est devenu un fétiche au service de l'industrie, une excuse constitutionnelle pour permettre à des millions d'armes de circuler librement, comme si la société tout entière devait vivre avec la mort en bandoulière.

Dans ce paysage saturé de violence, la figure de Trump surgit comme un catalyseur, un amplificateur de haine, un porte-voix de peurs transformées en idéologie, de ressentiments martelés comme des vérités, faisant glisser progressivement l'Amérique vers un modèle où la violence n'est plus seulement tolérée mais encouragée, où les enfants eux-mêmes ne sont plus uniquement des victimes, mais

parfois des assassins façonnés par une culture où la gâchette remplace le dialogue et où l'arme

devient un prolongement de soi. C'est une autre Amérique qui se dessine, une Amérique qui n'a plus rien à voir avec les mythes du rêve, mais qui ressemble étrangement à des sociétés plongées dans la banalisation totale des outils de mort, comme le Yémen où l'arme n'est pas un objet mais un mode d'existence, une identité, un statut, une frontière entre la vie et la mort toujours prête à basculer. On peut alors se demander si une nation qui s'exhibe armée comme la Floride le permet encore peut se prétendre civilisée, car la civilisation ne consiste pas à multiplier les armes dans les rues mais à diminuer la peur, à réduire le risque, à protéger les plus vulnérables, et non à les exposer davantage.

L'Amérique qui banalise l'arme banalise aussi la mort, la transforme en événement régulier, en statistique, en bruit de fond, et finit par croire que cette violence permanente est un prix acceptable pour une liberté illusoire. Mais la véritable arme dangereuse n'est pas celle que l'on porte à la ceinture, c'est celle que l'on porte dans l'esprit, celle qui martèle que la violence est un droit, que la mort est un choix politique, que l'avenir peut être construit sur la peur et le sang.

Tant que cette idée sera vivante, tant que le second amendement sera utilisé comme un bouclier idéologique par ceux qui vendent la mort, tant que des figures publiques attiseront la haine et glorifieront la force brute, l'Amérique poursuivra sa longue série de carnages, glissant lentement mais sûrement vers une société où même les enfants ne seront plus protégés par l'enfance mais armés par la culture. Une nation qui apprend à ses enfants à vivre entourés d'armes finit toujours par leur apprendre à s'en servir, et c'est là que la civilisation cesse, que le rêve se fissure, que l'Amérique bascule dans un cauchemar qu'elle s'est elle-même construit.

Changements anticonstitutionnels de gouvernements, terrorisme et interférences extérieures Les principaux défis de l'Afrique

La 12^e session du séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, « Processus d'Oran », tenue à Alger lundi et mardi, revêt « une importance particulière », a affirmé le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, dans la mesure où elle a mis en lumière les principaux défis auxquels fait face l'Afrique.

« Cette session revêt une importance particulière, car elle a mis en lumière les principaux défis politiques et sécuritaires auxquels notre continent africain fait face à ce jour », a-t-il souligné dans une allocution prononcée à la clôture des travaux du séminaire. Jugeant ces défis « préoccupants », M. Attaf a estimé que ceux-ci « exigent que nous tirions la sonnette d'alarme et réveillons en nous le sens du devoir continental et l'esprit de responsabilité collective ».

Selon le ministre, ces défis se manifestent actuellement par une série de grands risques qui « s'entrelacent et forment une triade qui domine le paysage sécuritaire de

tout le continent ». « Il s'agit de la triade constituée des changements anticonstitutionnels de gouvernements, du fléau du terrorisme et du phénomène des interférences extérieures », a-t-il expliqué.

Face à cette situation de crise, M. Attaf a souligné les conclusions des débats de cette session, notamment « l'impératif de repositionner l'Union africaine comme un acteur central dans la prévention des crises et la résolution des conflits ». Attaf a, par ailleurs, tenu à exprimer aux participants sa « profonde gratitude » pour leur « participation remarquable » et leur engagement déterminé à « maintenir la flamme de ce processus allumée, éclairant ainsi le chemin de la préservation de la paix et de la stabilité en Afrique ».

Il s'est félicité, à l'occasion, de la participation, pour la première fois, de représentants des pays élus au Conseil de sécurité des Nations unies en dehors du continent africain, à savoir : le Royaume de Bahreïn, la République de Colombie et la République de Lettonie. « Une tel-

le participation de grande qualité et poids, réunissant à la fois la stature des participants et le nombre élevé de délégations présentes, constitue une preuve éloquente de l'écho et de l'intérêt croissant que suscite désormais le Processus d'Oran tant au niveau continental qu'international », a-t-il soutenu.

Selon le ministre, l'Algérie considère ce dynamisme renouvelé et croissant comme « une source de fierté et de motivation, alors qu'elle mène cette démarche continentale visant à unifier la voix de l'Afrique et à renforcer son influence et son écho au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et dans tous les forums internationaux multilatéraux ».

Soulignant l'importance particulière que revêt cette session, M. Attaf a affirmé que celle-ci « a mis en lumière les principaux défis politiques et sécuritaires auxquels notre continent africain fait face à ce jour » et qui « exigent que nous tirions la sonnette d'alarme et réveillons en nous le sens du devoir continental et l'esprit de responsabilité collective ».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Selon le SG de l'UGTA L'objectif du président est d'arriver à une augmentation à 100% des salaires



El-Houari Dilmi

Réagissant à la décision du président de la République, d'augmenter le SNMG (salaire national minimum garanti) de 20.000 DA à 24.000 DA, le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout a déclaré qu'il s'agit là d'abord d'une promesse tenue par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, que je tiens à saluer tout particulièrement.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le SG de l'UGTA a expliqué que la hausse du SNMG est «une réponse claire du chef de l'Etat aux demandes formulées par la Centrale syndicale relatives entre autres au congé maternité et les retraites», a-t-il affirmé. Parlant d'une «démarche positive», Amar Takdjout a salué «la fidélité du Président Tebboune à son engagement d'améliorer la situation des citoyens et des travailleurs en particulier». Rappelant les autres mesures prises depuis 2020 au profit des fonctionnaires et des primo-demandeurs d'emploi, l'invité de la Radio a indiqué que le Président Tebboune «nous avait promis d'étudier toutes les demandes exprimées par l'UGTA, et qu'il allait le faire de manière graduelle pour un ensemble de questions exprimées par le monde du travail», a-t-il souligné.

Le patron de la Centrale syndicale fait remarquer au passage que le président de la République «est resté fidèle à ses engagements», et que «son objectif est celui d'arriver graduellement à une augmentation de 100% des salaires en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens». Amar Takdjout a, en outre, expli-

qué que cette nouvelle augmentation du SNMG «est prise comme une référence de calcul des salaires, y compris pour certains cadres et retraités en fonction des capacités des entreprises et organismes de manière à éviter le tassement des salaires».

Le SG de la Centrale syndicale a également évoqué l'augmentation des salaires des fonctionnaires prévue courant 2026 comme promis par le chef de l'Etat, «pour rester dans une dynamique, celle d'améliorer graduellement le quotidien de travailleurs et d'une manière plus générale, l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens». Au sujet de la revalorisation de l'allocation chômage, le SG de l'UGTA a plaidé pour «une autre démarche», celle d'améliorer la formation des jeunes chômeurs et de les orienter vers des missions d'utilité publique.

Le Secrétaire général de l'UGTA a cependant mis en garde contre le risque inflationniste en appelant les entreprises économiques à rompre avec «l'attitude de rester dans l'attente des augmentations et d'agir pour la dynamisation de l'économie réelle, celle de la production des biens et services», a-t-il soutenu. «L'économie doit rester en mouvement pour aller de l'avant, aujourd'hui, il faut une remise en cause de chacun d'entre nous, dans les entreprises économiques et les administrations. Il ne suffit pas d'attendre uniquement de décréter des augmentations, nous sommes appelés à changer d'attitude et de vision de notre économie», a-t-il expliqué, ajoutant que «les augmentations non suivies d'effet par une production et une productivité réelles pour asseoir une économie forte, risquent d'être réduites à zéro par l'inflation», a-t-il conclu.

Sur décision du président de la République 2.000 carnets de hadj supplémentaires aux personnes âgées de 70 ans et plus

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'allouer un quota supplémentaire de 2.000 carnets de hadj aux personnes âgées de 70 ans et plus, ayant participé dix fois ou plus au tirage au sort ordinaire sans succès, a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

«Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports informe l'ensemble des citoyennes et des citoyens qui se sont inscrits au tirage au sort pour le pèlerinage de la saison 1447h/2026, âgés de 70 ans et plus et ayant participé dix fois au tirage au sort sans succès, y compris celui organisé samedi 22 novembre 2025, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de leur allouer un quota de 2.000 carnets de hadj, afin de leur offrir une chance sup-



plémentaire d'accomplir les rites du hadj», lit-on dans le communiqué.

Le ministère informe également les personnes concernées que le nouveau tirage au sort aura lieu «samedi 6 décembre 2025 au niveau des sièges de wilaya ou dans tout autre lieu approprié choisi par les auto-

rités locales, et ce, en présence des intéressés ou de leurs représentants».

Ce nouveau tirage au sort est «exclusivement réservé aux citoyens remplissant les conditions de l'âge et du nombre d'inscriptions précédentes», insiste le ministère.

Raïna Raïkoum
El-Houari Dilmi

Bientôt un «ministère de la vérité» en France ! Si «l'info» prête à rire, il faut croire que c'est

carrément la chienlit en Macronie. Echaudé par le spectaculaire «casse» du musée du Louvre à Paris, le ministère de l'Intérieur français a décidé de lancer une «opération anti-hold-up» pour les fêtes de fin d'année. Jet d'œuf sur Jordan Bardella, l'un des gourous de l'extrême-droite, Philippe de Villiers qui prédit une chute imminente de la V^e République, «il faut destituer Emmanuel Macron», vocifère le président de «Debout la France», Nicolas Dupont-Aignan, Sarkozy qui se prend pour Nelson Mandela et sort un opuscule sur son court séjour carcéral, autant de «faits divers» qui agitent le landerneau politico-médiatique de l'hexagone.

Toute la droite et l'extrême-droite sont vent debout pour accuser Macron de vouloir créer un «ministère de la vérité» ! Dans une tentative de brider la capacité de nuisance des médias Bolloré, le locataire de l'Élysée veut créer

Ministère de la vérité !

un «label de la vérité». S'alarmant d'un «glissement libéral» de Macron, les médias porte-voix de la fachosphère en France dénoncent

même un dessein inavoué de mettre au pas les journalistes non appointés par l'Etat. «La mayonnaise dûment montée a déclenché des comparaisons plutôt grossières avec 1984 de George Orwell, qui a imaginé un ministère de la vérité chargé de diffuser la propagande et de réécrire l'histoire», ironise un journal parisien.

«La tentation de labelliser les bons médias traduit une dérive liberticide particulièrement grave», s'alarme un élu local émergeant au parti de Marine Le Pen. «Quand parler de lutte contre la désinformation suscite la désinformation...», a réagi du tac au tac l'Élysée. Une vérité d'autant... plus vraie que l'Algérie a presque toujours été la cible privilégiée des médias d'extrême-droite, devenus maîtres de l'information orientée fabriquée en laboratoires clandestins au service de la machine de guerre médiatique et culturelle de Bolloré et ses sbires.

Le Président biélorusse à Alger pour une visite officielle

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, est arrivé, mardi après-midi

à Alger, pour une visite officielle en Algérie.

Le Président Loukachenko a été accueilli, à son arrivée

à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri.

Mine de Gara Djebilet Développer les techniques locales de traitement du minerai de fer

La Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), filiale du groupe Sonarem, a signé une convention-cadre avec le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), visant à développer des techniques locales de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production selon les normes internationales, indique mardi un communiqué du groupe public. La convention a été signée en marge des travaux du 1er Atelier scientifique national sur les techniques de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet, qui ont débuté lundi à Annaba. Cette nouvelle collaboration tend à développer des techniques locales pour le traitement du mi-

nerai de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production afin de répondre aux normes internationales, permettant ainsi de doter l'industrie nationale de ressources technologiques avancées et de renforcer sa compétitivité, précise le communiqué.

Dans son allocution, à cette occasion, le représentant du Directeur général de Sonarem, Fethi Filali, a précisé que la mine de Gara Djebilet "dépasse la dimension économique classique" car "il s'agit d'une ressource stratégique contribuant à la construction d'une industrie nationale du fer avancée", insistant sur la nécessité de renforcer la complémentarité entre les capacités de la recherche scientifique et les exigen-

ces de l'industrie pour réaliser un progrès qualitatif dans les techniques de traitement du minerai de Gara Djebilet.

L'atelier a connu la participation de représentants des secteurs de l'enseignement supérieur et de l'industrie, d'experts, de chercheurs et des représentants d'entreprises industrielles et minières.

Les intervenants ont présenté un exposé sur le projet de développement et de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet, soulignant son rôle dans le renforcement de la position industrielle et économique de l'Algérie, à travers l'innovation, l'efficacité et l'investissement dans des technologies avancées renforçant sa compétitivité à l'international.

Nouvelles mesures pour soutenir l'élevage Des incidences attendues sur le prix des viandes rouges

Les pouvoirs publics ont mis en place de nouvelles mesures pour soutenir les éleveurs de viandes rouges, renforcer la production locale, protéger le cheptel et stabiliser les prix sur le marché national.

M. Aziza

Dans ce cadre, le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a annoncé, lundi dernier, une série de dispositions destinées à réduire les coûts de production et à garantir un approvisionnement régulier en aliments pour bétail.

Selon le communiqué du département de Yacine El-Mahdi Oualid, l'orge sera désormais disponible tout au long de l'année au niveau des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS), réparties sur l'ensemble du territoire, au prix compétitif de 3.900 DA le quintal. Cette démarche vise à mettre fin aux pratiques spéculatives qui avaient fait grimper les prix, parfois au-delà de 5.000 DA le quintal.

Le ministère a également décidé de maintenir le prix subventionné de l'orge destiné aux femelles reproductrices à 2.500 DA le quintal dans toutes les CCLS. Cette mesure vise à préserver le cheptel national, encourager l'extension des troupeaux et améliorer la qualité de la production animale.

Par ailleurs, l'Office national des aliments de bétail (ONAB) adoptera de nouvelles mesures pour proposer, au niveau de ses unités de production, un aliment équilibré à base de son, de maïs et de soja. Celui-ci sera commercialisé à 3.150 DA le quintal pour les ovins et 3.300 DA pour l'engraissement des bovins, permettant ainsi aux éleveurs d'accéder à des produits de qualité à des prix maîtrisés.

Le ministère a également introduit de nouvelles dispositions concernant le son, dont le prix est fixé à 1.800 DA le quintal au niveau des minoteries, afin d'assurer sa disponibilité et de stabiliser le marché. Ce produit constitue, en effet, un composant es-

sentiel des aliments pour bétail.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures fera l'objet d'un suivi régulier et d'une évaluation continue par les Services du ministère, afin d'en garantir l'efficacité et l'atteinte des objectifs fixés. Le ministère réaffirme, par ailleurs, sa volonté de travailler en coordination avec tous les acteurs du secteur pour renforcer la sécurité alimentaire nationale et valoriser les ressources animales du pays.

Ces décisions s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de développement de la filière de l'élevage et de la production de viandes rouges, élaborée à la suite de la rencontre nationale ayant réuni le ministère, les représentants de la filière, les éleveurs, la Chambre nationale de l'Agriculture (CNA) et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

DES MESURES EN FAVEUR DES ÉLEVEURS ET EN DÉFAVEUR DES SPÉCULATEURS

Brahim Amrani, vice-président de la Fédération nationale des éleveurs de bétail, a déclaré au « Le Quotidien d'Oran » que les mesures récemment annoncées vont clairement dans l'intérêt des éleveurs comme des consommateurs. Selon lui, la proximité des points de prélèvement ou de vente des aliments pour bétail, ainsi que leur disponibilité tout au long de la saison à des prix fixes et connus de tous, allègent considérablement la pression sur les éleveurs et coupent la voie à la spéculation.

Il a rappelé qu'auparavant, de nombreux éleveurs, notamment ceux du Sud, étaient contraints de parcourir entre 40 et 150 km pour accéder aux points de distribution. « Ils se retrouvaient face à des prix exorbitants, va-

riant entre 4.000 et 7.000 DA le quintal », a-t-il souligné. Dans de telles conditions, ajoute-t-il, les efforts consentis par les pouvoirs publics perdaient leur efficacité et les éleveurs finissaient découragés.

Pour M. Amrani, la nouvelle approche, qui garantit l'accès aux produits à proximité des exploitations tout en tenant compte des spécificités de chaque région, constitue un tournant important. La disponibilité continue des aliments pour bétail et à proximité des éleveurs devrait, selon lui, entraîner un impact positif sur les prix des viandes rouges.

L'ORGE LOCALE EST TRIBUTAIRE DES PRÉCIPITATIONS

Le vice-président de la Fédération nationale des éleveurs, M. Amrani, a expliqué que lors de leur dernière rencontre avec les responsables du ministère de l'Agriculture, il leur a été précisé que le prix de l'orge dépend des fluctuations des marchés internationaux. « Il varie constamment, parfois élevé, parfois plus bas », a-t-il indiqué. Pour l'Algérie, l'achat d'un lot d'orge implique non seulement le prix du produit, mais aussi le coût de son transport, généralement très élevé. « Si l'orge est aujourd'hui cédée à 3.900 DA le quintal, cela signifie que l'État a une nouvelle fois mis la main à la poche pour soutenir les éleveurs », a-t-il souligné.

Concernant la production locale, M. Amrani a rappelé qu'elle reste insuffisante. « Nous faisons des efforts, mais sans une bonne pluviométrie, tout s'évapore ». Il a exprimé l'espoir de voir revenir des précipitations suffisantes pour augmenter la production nationale d'orge fourrager, couvrir une bonne partie des besoins du pays et réduire ainsi la dépendance vis-à-vis des importations.

Centres d'appel Zerrouki promet de soutenir les opérateurs

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a tenu une rencontre avec les opérateurs économiques activant dans le domaine des centres d'appel, afin d'examiner les moyens à même de développer ce secteur prometteur et de renforcer sa capacité à créer de nouveaux postes d'emploi au profit des jeunes, indique mardi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue lundi, a permis d'évoquer "les opportunités de soutenir l'activité des centres d'appel et d'accompagner les entreprises opérant dans ce domaine, afin d'élargir leurs services sur le marché national", outre "les mécanismes de participation aux salons internationaux spécialisés en vue d'attirer de nouveaux contrats et de permettre au marché algérien de se positionner comme concurrent régional dans ce

domaine", précise la même source. Le ministre a également discuté avec les opérateurs "des principales contraintes administratives entravant la croissance de cette activité", réaffirmant "l'engagement du secteur à les aplanir afin d'offrir un environnement de travail plus fluide et plus efficace, permettant d'atteindre les objectifs fixés dans les stratégies de développement dans ce domaine".

Dans ce sillage, il a rappelé "le lancement du Centre d'appel commun des opérateurs dans la wilaya d'Ouargla, qu'il a récemment inauguré, lequel centre a été réalisé en partenariat entre Algérie Poste, Mobilis et Algérie Télécom, et où plus de 400 emplois ont été créés, avec la possibilité d'atteindre près de 1000 postes durant le premier semestre 2026", a-t-il souligné.

Ce projet, précise le communiqué, s'inscrit "dans une vision

globale visant à investir dans les services des centres d'appel pour créer 10.000 postes d'emploi et réaliser 150 millions de dollars d'ici 2027 et atteindre 1,2 milliard de dollars en 2029, avec la création de 300.000 postes d'emploi, reflétant ainsi l'entrée de l'Algérie dans un marché prometteur aux niveaux régional et international".

Au terme de la rencontre, M. Zerrouki a affirmé que le secteur "poursuivra le soutien de cette orientation, à travers la création de centres d'appel modernes et le développement de compétences humaines capables de fournir des services répondant à des normes professionnelles élevées". Et d'ajouter que ces structures "seront particulièrement implantées dans les wilayas intérieures et du Sud du pays afin d'insuffler une nouvelle dynamique à l'emploi", conclut le communiqué.

Déclaration d'Alger sur les crimes coloniaux Des propositions pour la justice et la mémoire

La conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique, organisée à Alger dimanche et lundi, a été sanctionnée par une série de recommandations dans le cadre de la «Déclaration d'Alger» qui vise globalement à rétablir la justice, tout en accomplissant un devoir de mémoire à l'égard des victimes du colonialisme.

De prime abord, la Déclaration d'Alger appelle les anciennes puissances coloniales à «assumer pleinement leurs responsabilités historiques à travers la reconnaissance publique et explicite des injustices commises».

Elle recommande, dans la même perspective, «la création d'archives numériques panafricaines, la redéfinition des curricula éducatifs et la mise en place de mémoriaux, musées et journées de commémoration».

«Nous recommandons la mise en place de Commissions nationales de vérité et réparations au sein des Etats membres de l'Union africaine», indiquent les participants à cette conférence. Ils soutiennent «la mise en place et le renforcement de mécanismes juridiques, aux niveaux national, régional, continental et international, afin de promouvoir la codification de la criminalisation de la colonisation dans le droit international à travers la documentation, l'accès et la restitution intégrale des archives, et de garantir la responsabilisation juridique et morale pour les crimes coloniaux et leurs conséquences durables».

La Déclaration d'Alger exhorte, par ailleurs, les Etats membres de l'Union africaine, les Communautés économiques régionales (CER), les mécanismes régionaux (MR) et les institutions universitaires à élaborer des lois modèles, des projets de conventions et des analyses jurisprudentielles favorisant la reconnaissance, la criminalisation et l'engagement de poursuites pour les crimes coloniaux.

Elle encourage, dans cette optique, «la création d'un Comité panafricain de la Mémoire et de la Vérité historique, qui sera mandaté pour harmoniser les approches historiques, superviser la collecte des archives, coordonner les centres de recherche africains, et produire des analyses et recommandations pour le continent».

«Nous appelons à l'expansion des initiatives de commémoration continentales et nationales, y compris les musées, les monuments, les lieux de mémoire, les journées commémoratives et les réformes éducatives», signalent les participants.

Ils insistent sur «la nécessité d'établir une évaluation continentale de l'impact écologique et climatique du colonialisme, et des besoins de réhabilitation des territoires affectés par les expérimentations nucléaires, chimiques et industrielles».

Ils soutiennent «l'établissement d'une plateforme africaine de justice environnementale, chargée de recenser les zones affectées, d'évaluer les préjudices, d'accompagner les Etats concernés et de formuler des recommandations continentales pour la réhabilitation et les compensations».

«Nous exhortons les Etats historiquement responsables des préjudices environnementaux à

l'origine du dérèglement climatique, particulièrement les anciennes puissances coloniales, à assumer leur responsabilité morale et politique, les appelant à apporter un soutien financier, technologique et institutionnel aux efforts d'adaptation et d'atténuation du continent», ont-ils dit.

Sur un autre plan, les signataires de la Déclaration d'Alger affirment «la nécessité impérieuse de réformer les systèmes éducatifs africains pour y intégrer pleinement l'histoire précoloniale, coloniale et post-coloniale, et pour accompagner les jeunes générations dans la construction d'une conscience historique éclairée».

«Nous encourageons les universités et académies africaines à créer des branches de formation et des diplômes (DUEA, Licence et Master) dont les programmes sont basés sur la Mémoire, la vérité, la justice historiques et le droit aux réparations», indiquent-ils, appelant à la création d'une plateforme continentale dédiée aux chercheurs et étudiants africains en histoire du colonialisme.

Ils réaffirment le droit des peuples africains à la «restitution inconditionnelle des ressources culturelles, y compris les artefacts, les manuscrits, les archives, les objets sacrés et les restes ancestraux, pris pendant la domination coloniale».

Concernant l'impact économique du colonialisme, la Déclaration d'Alger souligne l'importance «d'engager un audit continental sur les impacts économiques du colonialisme en vue d'engager une stratégie de réparation fondée sur la justice, incluant, entre autres, des compensations pour les richesses pillées, l'annulation de la dette et un financement équitable du développement».

Le document appelle aussi à la réforme de la gouvernance économique mondiale afin de démanteler l'héritage colonial ancré dans les institutions financières internationales et les régimes commerciaux.

Les participants ont enfin appelé à «la refonte de l'architecture financière internationale, incluant un rééquilibrage effectif du pouvoir décisionnel au sein du FMI, de la Banque mondiale, des banques régionales de développement et des instances de régulation économique mondiale, permettant aux pays africains de définir librement leurs politiques de développement, d'accéder à des financements à des coûts justes et de participer pleinement aux décisions structurant l'économie mondiale».

La Déclaration d'Alger a, en outre, appelé à la proclamation de la journée du 30 novembre «Journée africaine d'hommage aux martyrs et victimes de la traite transatlantique, de la colonisation et de l'apartheid», sur la base d'une proposition faite par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La Déclaration d'Alger sera soumise à la 39ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA en février 2026 pour approbation en tant que «première étape continentale vers la criminalisation du colonialisme dans toutes ses formes et la poursuite d'une justice réparatrice», précisent les signataires du document.

Inondations en Asie Course contre la montre pour venir en aide aux survivants

En Indonésie, où les inondations et glissements de terrain ont fait plus de 650 morts et un million de déplacés, l'urgence est désormais d'acheminer de la nourriture aux sinistrés dans de nombreuses zones totalement isolées, alors que le bilan des intempéries en Asie du Sud-Est et au Sri Lanka s'est encore alourdi, dépassant les 1.200 morts.



Les pluies torrentielles de la mousson, associées à deux cyclones tropicaux distincts la semaine dernière, ont déversé des trombes d'eau sur l'ensemble du Sri Lanka et certaines régions de Sumatra (Indonésie), du sud de la Thaïlande et du nord de la Malaisie.

Le bilan en Indonésie est monté mardi à 659 morts, 475 disparus et un million de personnes évacuées, a indiqué l'Agence nationale de gestion des catastrophes.

Au Sri Lanka, 410 personnes ont trouvé la mort et 336 sont portées disparues, selon un nouveau bilan communiqué mardi par l'Agence srilankaise de gestion des catastrophes (DMC), tandis que 1,5 million d'habitants ont été sinistrés.

Selon les experts, le changement climatique engendre des épisodes de pluie plus intenses car une atmosphère plus chaude contient davantage d'humidité, et des températures plus élevées dans les océans peuvent amplifier les tempêtes.

Si la pluie a cessé, permettant aux eaux de se retirer en partie, la catastrophe a laissé derrière elle un paysage de désolation et un choc pour les survivants désormais confrontés à d'énormes difficultés pour trouver de la nourriture ou de l'eau potable.

Dans la région d'Aceh, à l'extrémité occidentale de Sumatra, déjà meurtrie par le tsunami dévastateur de 2004, ceux qui en ont les moyens constituent des réserves par crainte de pénuries, ont indiqué des habitants à l'AFP.

«Les routes sont en grande partie coupées dans les zones

inondées», a déclaré Erna Mardhiah, 29 ans, au milieu d'une longue file d'attente à une station-service de Banda Aceh.

«Les gens craignent de manquer de carburant», a-t-il ajouté, alors qu'il fait la queue depuis déjà deux heures.

La nourriture se fait si rare que les prix explosent. «La plupart des choses sont déjà hors de prix... les piments à eux seuls coûtent désormais jusqu'à 300.000 roupies le kilo (15,5 euros), c'est probablement pourquoi les gens achètent en panique», a-t-il dit.

Lundi, le gouvernement indonésien a annoncé l'envoi de 34.000 tonnes de riz et de 6,8 millions de litres d'huile de cuisson aux trois provinces les plus touchées: Aceh, Sumatra Nord et Sumatra Ouest.

«Il ne peut y avoir aucun retard», a affirmé le ministre de l'Agriculture, Andi Amran Sulaiman, alors que beaucoup ont appelé le président Prabowo Subianto à décréter l'état d'urgence afin d'accélérer et de coordonner le déclenchement des aides.

«RISQUES DE PÉNURIE ET DE FAMINE»

Les organisations humanitaires ont indiqué qu'elles s'efforçaient d'acheminer de l'aide vers les zones sinistrées, tout en avertissant que les marchés locaux étaient à court de produits de première nécessité et que les prix des produits disponibles avaient triplé.

«Les communautés de toute la province d'Aceh courent un grave risque de pénurie alimentaire et de famine si les chaînes d'approvisionnement

ne sont pas rétablies dans les sept prochains jours», a prévenu l'organisation caritative Islamic Relief.

Dans les différentes provinces de Sumatra, où le bilan pourrait encore s'alourdir alors que 472 personnes sont toujours portées disparues et 2.600 ont été blessées, les habitants évoquent des scènes terrifiantes, face à la montée soudaine des eaux.

La crue a été «irrésistible, comme une vague de tsunami», a témoigné Zamzami, un habitant de Aceh Est.

«Nous ne pouvons pas expliquer à quel point le flot paraissait immense», a dit cet homme de 33 ans, qui, comme beaucoup d'Indonésiens, ne porte qu'un seul nom.

Une autre tempête a provoqué de fortes précipitations au Sri Lanka, déclenchant des crues soudaines et des glissements de terrain qui ont fait au moins 410 morts, soit la pire catastrophe naturelle subie par l'île d'Asie du Sud depuis le tsunami de 2004.

Le président Anura Kumara Dissanayake, qui a déclaré l'état d'urgence, s'est engagé samedi à reconstruire les zones dévastées, après la catastrophe «la plus importante de notre histoire».

L'armée de l'air srilankaise, appuyée par ses homologues indienne et pakistanaise, a procédé à l'évacuation de résidents bloqués et à la livraison de nourriture. Les pluies se sont calmées dans tout le pays, mais les alertes aux glissements de terrain restent en vigueur dans la majeure partie de la région centrale la plus touchée, ont indiqué les autorités.

Les nouveaux serviteurs du récit : Sensal et la fabrique française du reniement rentable

Par Laïla Bechetoula

Il y a des pays qui exportent du gaz, d'autres du blé, d'autres en core des micro-processeurs. La France, quant à elle, a développé une industrie beaucoup plus subtile : l'import-export d'Algériens de service. Ce sont des profils très spécifiques : nés quelque part entre deux frontières symboliques, toujours «rescapés» de quelque chose, toujours «revenants», toujours prêts — pour un plateau télé supplémentaire — à expliquer à la France ce qu'elle veut entendre depuis cent soixante ans : que l'Algérie est un problème, et qu'eux, eux seuls, ont compris la civilisation. Au sommet de ce musée du dévouement médiatique... un nom s'est imposé : Sensal. À son retour en France, il s'est mis à produire des phrases si calibrées qu'on croirait avoir affaire à un générateur automatique de nostalgie coloniale. « En Algérie, j'étais en danger permanent, car je suis né français dans une Algérie française », dit-il. D'un coup, la colonisation devient un fait biologique, la nationalité un cordon ombilical, et l'Histoire... un simple désagrément personnel. Puis vient : « La France est mon seul pays, je n'ai jamais appartenu à l'Algérie », déclaration servie avec la grâce d'un héritier imaginaire. Mais son chef-d'œuvre absolu reste : « Je suis la preuve vivante que l'Algérie n'est pas un pays sûr. » La preuve vivante. Un homme transformé en argument publicitaire. Un individu devenu une généralisation. Un litige administratif métamorphosé en théorie géopolitique. Sensal n'est pas un écrivain. Il n'est pas un penseur. Il est une fonction : un usage, un instrument, une silhouette recyclable. Quand il prend la parole, ce n'est pas lui qu'on écoute ; c'est la nostalgie coloniale qui parle par procuration. Dans cet écosystème, il devient un produit idéal : suffisamment amer pour être utile, suffisamment malléable pour être modulé, suffisamment vide pour être rempli. Car lorsqu'un Français «de souche» dit : « L'Algérie est dangereuse », on parle de préjugé. Quand Sensal le dit, on parle... d'expertise. Ses interventions suivent une chorégraphie immuable : martyrisation personnelle, généralisation totale, transfert de responsabilité, apothéose finale («croyez-moi, j'en viens»). Un procédé vieux comme la colonisation : déjà au XIXe siècle, l'armée française adorait les «interprètes indigènes» qui confirmaient ce qu'elle voulait entendre. Sensal n'est pas un intellectuel : il est un répétiteur historique. Il transforme ses contradictions en preuves. Né français mais sans nationalité française ; «fier» mais «persécuté» ; victime mais héros autoproclamé. Un acrobate du reniement rentable.

Sensal, ou l'art de se vendre au prix fort quand on vaut si peu. Certains hommes ne deviennent visibles qu'en s'effaçant. Plus ils se rapetissent, plus la caméra zoome.

Sensal fait partie de ceux qu'on applaudit non pour leur pensée, mais pour leur docilité. Sans l'Algérie, qui serait-il ? Un figurant administratif. Un nom égaré dans un couloir de préfecture. Mais dans un paysage français friand de récits anti-algériens, Sensal devient un trophée d'usage rapide : un «témoin», un «rescapé», un «spécialiste» auto-proclamé. En réalité, il n'est rien de tout cela : il ne raconte pas sa vie, il récite une indignation préfabriquée. « J'ai souffert », dit-il, mais jamais avec précision. « Je suis menacé », affirme-t-il, mais uniquement devant les caméras. Le tout emballé dans une martyrologie low-cost où chaque détail flirte avec la caricature. Et pourtant, Paris achète. Non pas sa crédibilité — inexistante — mais son utilité. Il raconte ce que les studios ne peuvent plus dire eux-mêmes. Il est le paratonnerre d'un discours colonial sous perfusion. Sensal ne sait pas qu'il n'est pas célébré — il est consommé. Et comme tout produit consommé, il sera remplacé. Un autre viendra : plus jeune, plus agressif, plus télégenique. Lui sera recyclé dans l'oubli.

De la poussière à l'écran : anatomie d'un destin médiatique jetable. L'Histoire ne retient jamais ceux qui servent trop bien les intérêts des autres. Sensal appartient à cette catégorie : non pas les traîtres — c'est trop noble — mais les jetables. Des hommes activés, exhibés, pressés, puis abandonnés dès que la saison médiatique tourne. Retirez l'Algérie du récit : il ne reste rien. Pas de pensée, pas d'œuvre, pas d'idée propre. Il ne critique pas l'Algérie : il se venge d'elle. Il ne témoigne pas : il transfère ses frustrations personnelles à la taille d'un continent. Sa rhétorique est un cocktail de victimisation auto-mythologique, de reniement lucratif et de flatterie coloniale sous stéroïdes. Il rassure la France dans son illusion : celle d'être la civilisation, celle d'avoir raison, celle d'être encore le centre moral du monde. Sensal n'est pas invité pour ce qu'il apporte, mais pour ce qu'il retire : il retire à l'Algérie sa dignité, il retire à la France sa culpabilité. Il est le transformateur basse tension d'une violence médiatique que plus personne n'assume ouvertement. Mais vient toujours le jour où le système se lasse : un nouveau visage surgit, plus frais, plus extrême, plus rentable. Et Sensal redeviendra poussière, comme tous ceux qui ont servi avant lui. L'Histoire n'enregistre que ceux qui construisent, jamais ceux qui se renient. Sensal n'a pas trahi — il n'a jamais appartenu à rien. Pour trahir, il faut un camp ; pour trahir, il faut une conviction ; pour trahir, il faut une loyauté préalable. Il n'a aucune de ces choses. Il n'est pas un traître : il est un vide assuré, un emballage qui s'imaginerait être une œuvre.

Finlande

La montée du chômage met à l'épreuve le modèle social

Le taux de chômage en Finlande atteint l'un des niveaux les plus élevés de l'Union européenne et sans perspective d'amélioration, le pays s'interroge sur son modèle social.

Inez Aulén, 29 ans et titulaire d'un master en médias et communication, a postulé à plus de 50 emplois, malgré plusieurs années d'expérience et sa maîtrise de trois langues, raconte-t-elle à l'AFP.

Elle est au chômage depuis cinq semaines, mais les services de l'emploi lui disent de se préparer à au moins six mois de recherche de travail et lui ont déjà suggéré de postuler à l'étranger. «J'ai étudié et travaillé pendant les six dernières années, je ne me suis jamais trouvée dans cette situation auparavant», se désole Mme Aulén, qui vit des «montagnes russes émotionnelles». Le taux de chômage des 15-74 ans en Finlande a atteint 10,3 % en octobre, son taux le plus élevé depuis au moins 2009, selon l'institut finlandais des statistiques.

Selon Eurostat, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières a atteint 9,6 % en septembre, le deuxième plus élevé de l'UE après celui de l'Espagne (10,5%). La moyenne de l'UE était de 6%.

ECONOMIE STAGNANTE

Ces chiffres «reflètent la situation économique actuelle en Finlande, où la croissance économique est très fragile», relève Henna Busk, économiste à l'institut de recherche économique Pellervo. L'économie finlandaise peine à se redresser complètement depuis la crise financière de 2008.

Le ralentissement des exportations, la faiblesse de la demande des consommateurs et l'incertitude géopolitique, dans un contexte de vieillissement de la population, entravent la croissance.

Le déclin brutal du secteur de la construction et l'interruption des relations commerciales avec la Russie voisine, avec laquelle elle partage une frontière de 1.340 kilomètres, à la suite de l'invasion russe en Ukraine, ont ajouté aux difficultés, a expliqué à l'AFP Jukka Appelqvist, économiste en chef de la Chambre de commerce finlandaise. Le gouvernement de droite a mis en œuvre d'importantes réductions des dépenses publiques afin de réduire la dette du pays, qui s'élève à près de 90% du PIB, et d'équilibrer les finances publiques, ce qui a entraîné des réductions de personnel dans le secteur public», explique M. Appelqvist. Elu en 2023, le gouvernement de Petteri Orpo a promis de créer 100.000 nouveaux emplois dans ce pays de 5,6 millions d'habitants, mais ils ne se sont pas encore concrétisés.

«Il est très difficile d'influencer la situation du marché du travail par des mesures internes en Finlande, il faudrait une croissance économique dopée par une augmentation des exportations et par la consommation des ménages», selon Mme Busk. Les chômeurs de longue durée, les contrats précaires, les migrants et les jeunes sont les plus touchés par le chômage, mais le taux chez les personnes diplômées de l'enseignement supérieur a également atteint des niveaux records.

«Les personnes à faibles revenus



qui dépendent des aides sociales vivent actuellement avec des revenus très limités en raison des mesures d'austérité, tandis que d'autres, qui ont les moyens de dépenser, épargnent par crainte», analyse Mika Helander, chercheur en marché du travail et sociologue à l'université Abo Akademi.

«ESPRIT DE LA GUERRE D'HIVER»

Heta Kopra, 48 ans, est au chômage depuis 2017 après un burn-out. Selon elle, les mesures d'austérité ont laissé les chô-

meurs, les pauvres et les défavorisés «dans une sorte de limbes». Elle craint de voir son pays perdre son fameux «esprit de la guerre d'hiver», en référence à l'unité nationale qui s'était manifestée pendant la guerre d'hiver de 1939-1940, après l'invasion par l'Union soviétique. La Finlande a développé son système de protection sociale dans les années 1960, avec la volonté de fournir à tous un revenu suffisant et des services de base. «Nous avons toujours eu pour tradition de prendre soin de tout le monde, mais aujourd'hui, cette tradition a été

bouleversée», selon Mme Kopra. La Commission européenne envisage une procédure disciplinaire contre le pays en raison d'un déficit public supérieur à 3%. Dans un autre rapport, elle a estimé que la Finlande faisait partie des neuf pays de l'UE qui seront surveillés de près en raison des risques de croissance des inégalités sociales, principalement dus à la hausse du chômage. La Finlande doit trouver une «vision positive pour l'avenir», a déclaré M. Helander mais «cette idée n'est pas cultivée actuellement» en raison de l'austérité, estime le chercheur.

Allemagne

La crise économique la plus profonde de l'après-guerre



L'économie allemande traverse «sa crise la plus profonde» de l'après-guerre, a averti mardi la première fédération industrielle du pays, reprochant au gouvernement son inaction malgré une quatrième année consécutive de production industrielle en chute.

«L'économie allemande est en chute libre et pourtant le gouvernement ne réagit pas avec la détermination nécessaire», a dénoncé dans un communiqué Peter Leibinger, président de la Fédération des industries allemandes (BDI), en soulignant que le secteur secondaire est en cette fin 2025 «face à un plus bas dramatique». Le communiqué de cette organisation est pour le moins alarmiste et critique du chancelier Friedrich Merz, un conservateur allié aux sociaux-démocrates dans une coalition gouvernementale impopulaire. Elle est arrivée au pouvoir au printemps après des élections législatives marquées par l'essor de l'extrême droite. «Nous attendons cette année une chute de la production de 2%, la production industrielle sera donc en recul pour la 4e année consécutive.

Ce n'est pas un trou d'air conjoncturel, mais un décrochage structurel», martèle le BDI, qui appelle les autorités à un «tournant dans la politique économique, avec des priorités claires pour la compétitivité et la croissance». «Au troisième trimes-

tre, la production a de nouveau reculé de 0,9% par rapport au trimestre précédent et de 1,2% sur un an», a relevé cette fédération. Longtemps un modèle dans une Europe désindustrialisée, l'Allemagne a profité d'une insolente bonne santé économique dans les années 2010 grâce à un modèle économique fondé sur l'exportation de produits à haute valeur ajoutée sortant d'usines tournant à plein régime grâce à du gaz russe bon marché.

Mais la pandémie de Covid-19, l'envolée du coût de l'énergie après l'invasion russe de l'Ukraine, un manque d'innovation, la concurrence chinoise et désormais des taxes douanières américaines sont venus éroder les fondements de l'industrie allemande, transformant peu à peu la première économie européenne en homme malade du continent. Conscient de cette crise profonde, le chancelier Merz a promis une série de réformes et un toilettage bureaucratique en Allemagne comme en Europe, car selon les entreprises des réglementations trop complexes freinent l'innovation et accroissent les coûts de production. Pour les industriels allemands, le gouvernement fédéral n'agit pas assez vite. «Chaque mois sans réformes structurelles résolues coûtera encore des emplois», juge le BDI.

Médéa

Le projet de 1400 logements AADL 3 lancé

Le directeur général de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), Riad Guemdani, a donné, mardi, à Médéa, le coup d'envoi du projet de construction de 1400 logements de type location-vente à travers trois communes.

Accompagné du wali, Djillali Doumi, le directeur général de l'agence a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de 600 logements de type location-vente, sur un site situé dans le quartier de Batti, à la périphérie sud de Médéa.

Deux autres sites, l'un situé dans la commune de Berrouaghia et abritant 500 logements, et l'autre situé dans la commune de Beni-Slimane et accueillant 300 logements, ont été inscrits à l'indicatif du secteur de l'habitat de la wilaya de Médéa au titre du programme AADL3, selon les explications fournies sur place par les responsables du secteur.

En marge de cette cérémonie, M. Guemdani a indiqué qu'avec le lancement, ce mardi, de ce



quota de 1400 logements, le nombre d'unités mises en chantier à l'échelle nationale dans le cadre du programme AADL3 atteignait 13.050 logements, assurant que les projets supplémentaires seront lancés bientôt au niveau d'autres wilayas.

M. Guemdani a indiqué que, outre les améliorations apportées aux façades des nouveaux projets AADL 3, une attention particulière est accordée à la sécurité des constructions, avec l'application stricte des normes

parasismiques lors de la phase de réalisation de ces logements.

Il a ajouté que les logements qui seront construits dans la cadre du programme AADL 3 seront équipés d'un système de chauffage central afin de garantir davantage de confort aux bénéficiaires.

Les chantiers lancés en réalisation feront l'objet, a-t-il affirmé, d'un suivi "permanent et rigoureux" afin de garantir la qualité des logements et le respect des délais contractuels.

Béjaïa

L'unité de dessalement de Tighremt à plein régime

Le groupe Sonatrach a annoncé, lundi dans un communiqué, l'entrée en exploitation, à pleine capacité de production, de l'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt, avec une capacité de 300.000 mètres cubes par jour.

Cette étape intervient après l'achèvement de l'ensemble des protocoles techniques établis depuis la mise en service initiale de l'usine en juin 2025, ajoute le communiqué.

Les opérations de montée progressive en puissance ont été menées avec rigueur et précision, conformément aux normes internationales en vigueur

dans ce domaine, notamment celles relatives à la sécurité et à l'efficacité des équipements.

L'usine de dessalement d'eau de mer de Tighremt, située dans la commune de Toudja, fait partie des cinq usines inscrites dans le premier programme national complémentaire lancé en 2022 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à répondre aux besoins des citoyens en eau potable et à renforcer la sécurité hydrique du pays, rappelle le communiqué.

L'usine de Tighremt contribuera à la satisfaction des besoins en eau potable de la po-

pulation de la wilaya de Béjaïa, ainsi qu'à celle des wilayas de Sétif, Bouira et Bordj Bou Arréridj. A travers cette importante réalisation, Sonatrach, via sa filiale Algerian Desalination Company, réaffirme "son engagement constant à contribuer efficacement à la durabilité des ressources en eau, marquant sa détermination à poursuivre la mise en œuvre de projets soutenant la sécurité hydrique nationale, dans un contexte de défis climatiques et de conditions environnementales prévalant aux niveaux régional et international", selon la même source.

Ghardaïa

Un pôle d'excellence de formation aux métiers des énergies renouvelables

Le Centre de formation professionnelle d'Oued-Nechou sera érigé prochainement en pôle d'excellence dédié à la formation spécialisée aux métiers des énergies renouvelables, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya.

La démarche intervient en application d'une coopération algéro-allemande, avec l'appui de l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ), au titre de la mise en œuvre du projet (AEDA II) visant à soutenir, moderniser et améliorer l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle, a expliqué le DFEP de Ghardaïa, Mohamed Agueb.

Le projet vise à équiper ce pôle d'excellence en matériel moderne et adéquat de formation et de s'imprégner de l'expérience allemande, en intro-

duisant des méthodologies modernes afin d'améliorer la qualité de la formation et permettre ainsi aux diplômés du secteur des énergies renouvelables l'accès facilement au marché du travail, a-t-il souligné.

Ce centre d'excellence, qui s'étend sur une superficie de plus d'un hectare et offre une capacité pédagogique de 300 places avec une résidence de 60 lits, dispensera une formation aux normes internationales dans les métiers liés aux énergies renouvelables, avec des travaux pratiques et stages sur les sites de la mini-station d'énergie solaire d'Oued-Nechou, créée en 2012, d'une capacité de 1,1 mégawatts (MW) et dotée de 6.000 panneaux photo-

voltaïques, ainsi que de la mini-centrale photovoltaïque expérimentale d'une capacité de 30 KW, mise en service en octobre 2016 dans l'enceinte de l'unité de recherche en énergie renouvelable de Ghardaïa et de l'université, a-t-on fait savoir.

Pour les responsables du secteur de la formation de Ghardaïa, ce partenariat permet de renforcer la qualité de la formation, avec des programmes et méthodes d'enseignement modernes, aux normes internationales. La région de Ghardaïa a été choisie par les pouvoirs publics pour être une plateforme de formation pour la maîtrise du processus de développement des énergies renouvelables, le solaire notamment.

Batna

Plaidoyer pour le soutien des projets innovants

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé lundi depuis Batna, les industriels et les économistes à "créer des fonds spéciaux pour soutenir les projets innovants et les start-up de jeunes". Le ministre a précisé, lors de l'ouverture, à l'Université de Batna 1, d'un séminaire national sur le thème "Renforcement des perspectives de coopération entre les universités et le monde industriel - vers des applications scientifiques", que ces fonds seraient dédiés à de nombreuses activités et initiatives, ainsi qu'à des projets initiés par des jeunes.

Il a souligné, dans ce contexte, que le soutien aux projets émergents, dans tous les pays du monde qui ont adopté ce système, est assuré par les entreprises constituant le tissu industriel public et

privé. M. Hidaoui a insisté, à cette occasion, sur l'importance de cette rencontre organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse, pour servir "d'espace de dialogue et de réflexion stratégique entre les jeunes universitaires, les industriels et les acteurs économiques afin d'encourager des partenariats scientifiques et économiques aptes à soutenir les start-up et les idées innovantes, et déboucher sur des solutions concrètes au service de l'économie nationale".

Le ministre a également évoqué les efforts déployés par l'Etat algérien dans ce domaine pour créer un environnement national qui puisse encadrer la soif d'innover des jeunes et investir dans leurs capacités créatives afin qu'ils contribuent à la construction d'une économie nationale forte, à même de générer davantage d'em-

ploi, tout en instaurant une nouvelle culture dans le milieu universitaire, fondée sur le soutien à l'innovation et l'économie de la connaissance, et en apportant tout le soutien nécessaire aux espaces qui permettent aux jeunes d'être plus innovants et productifs dans différents domaines de la connaissance.

Le ministre, accompagné du wali de Batna, Riadh Benahmed, a visité l'exposition qui s'est tenue en marge du séminaire, comprenant de nombreux stands d'étudiants porteurs de projets innovants et de start-up de Batna et d'autres wilayas, notamment de l'est du pays.

Il a reçu des explications détaillées autour de ces projets (qu'ils aient reçu un soutien ou qui souhaitent un accompagnement), et écouté longuement les préoccupations des jeunes exposants.

Ouargla

De nouveaux établissements scolaires en chantier

Plusieurs structures éducatives, tous paliers confondus, sont en cours de réalisation à travers la wilaya d'Ouargla, dans le cadre des efforts visant à résoudre le problème de la surcharge des classes et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, selon la direction locale des équipements publics (DEP). Ces projets concernent 14 écoles primaires, 13 collèges d'enseignement moyen (CEM), quatre lycées, ainsi que 74 classes d'extension, inscrits dans le cadre du programme sectoriel du développement et du budget de wilaya, a précisé la même

source. Parmi ces chantiers, cinq écoles primaires et cinq CEM, dont les travaux ont enregistré un taux d'avancement appréciable, devraient être réceptionnés avant la fin 2025, alors que la réception de neuf écoles primaires et de huit CEM est prévue pour septembre prochain.

Concernant le cycle secondaire, le secteur de l'éducation sera également renforcé dès la rentrée 2026-2027 par un nouveau lycée de 1.000 places pédagogiques en cours de réalisation dans la commune de Sidi-Khouiled, ainsi qu'une structure similaire dans le quartier Ba-

mendil (chef-lieu de wilaya). Par ailleurs, un projet de réalisation d'un lycée de 1.000 places a été lancé en octobre dernier au niveau du pôle urbain de Hay Ennasr (commune d'Ouargla). De plus, les procédures administratives relatives à un projet d'un autre lycée dans le quartier Sidi Boughoufala, au sein de la même collectivité locale, ont été engagées. Au total, six nouveaux groupements scolaires, un CEM, un lycée, 16 classes d'extension et trois cantines scolaires, ont déjà été réceptionnés et mis en service au titre de l'actuelle année scolaire, a-t-on rappelé.

El-Meghaïer

La gestion du réseau d'eau change de main

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis en service lundi un château d'eau de 2.000 m3 et une station de pompage d'eau potable, localisés dans la commune de Djamaa.

Sur site, le ministre a mis l'accent sur la livraison des projets dans leurs délais, pour permettre l'inscription de nouvelles opérations, selon les potentialités qu'offre la wilaya en termes d'investissement.

Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de stockage afin de contribuer à une gestion autonome, améliorer la qualité de l'eau potable et par conséquent, le service public assuré à une population de 9.300 âmes, selon les explications fournies à la délégation ministériel-

le. M. Derbal a lancé également une campagne d'entrevue de réparation des fuites sur le réseau d'eau potable, avec le concours des unités de l'Algérienne des eaux (ADE) des wilayas d'El-Meghaïer, Touggourt et El-Oued.

Il a aussi lancé une campagne de curage préventif du réseau d'assainissement, avec la participation de l'Office national d'assainissement (ONA) des wilayas d'El-Meghaïer, Biskra, El-Oued, Ouled Djellal et Touggourt.

Poursuivant sa visite de terrain, M. Derbal a procédé, au nouveau pôle urbain de la commune de Djamaa, à la mise en service de la principale station de pompage des eaux usées, où il a mis l'accent sur l'aménagement des stations de re-

levage relevant de l'ONA d'El-Meghaïer, sur la base d'un programme à établir dans un délai de deux mois.

Inspectant la station de déminéralisation de l'eau de la commune de Djamaa, d'une capacité de 12.000 m3/j, le ministre a insisté sur l'amélioration de son rendement à sa pleine capacité.

M. Derbal a, au terme de sa visite de travail dans la wilaya, supervisé la signature d'une convention de transfert de la gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune de Sidi-Khelil aux unités de l'ADE et de l'ONA d'El-Meghaïer, avant de visiter la station de déminéralisation de la commune d'El-Meghaïer, d'une capacité de traitement de 14.000 m3/j et d'une production de 7.000 m3/j.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

12 joumada ethania 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h12	12h38	15h14	17h35	18h59



Haï Bouamama

32 extensions illicites, 12 étals et des barrières métalliques démantelés

J. Boukraa

En application des instructions de M. Ibrahim Ouchène, wali de la wilaya d'Oran, les services concernés ont intensifié leurs efforts pour lutter contre les phénomènes d'occupation illégale de l'espace public, notamment les trottoirs, ainsi que les extensions anarchiques réalisées par certains commerçants. Ces pratiques, devenues récurrentes dans plusieurs quartiers, nuisent à la fluidité de la circulation, entravent le passage des piétons et dégradent l'image urbaine de la ville. Dans ce cadre, la cellule de wilaya l'environnement a mené hier, en coordination étroite avec les services de la commune d'Oran, les éléments de la Sûreté nationale et ceux de la Gendarmerie nationale, une vaste opération au niveau de la route nationale n°2, dans la délégation de Bouamama, où la situation nécessitait une action rapide en raison de la prolifération des étals et occupations irrégulières.

Les équipes mobilisées ont procédé à la libération des trottoirs envahis par des vendeurs informels, des installations illicites et divers objets empêchant la libre circulation des citoyens. L'opération a per-



mis l'enlèvement de trente-deux (32) extensions anarchiques, douze (12) étals installés illégalement sur le domaine public, ainsi que cinq (05) barrières métalliques utilisées pour privatiser indûment des espaces publics. Par ailleurs, plusieurs infractions ont été constatées à l'encontre de propriétaires de véhicules exerçant une activité commerciale sans autorisation et perturbant la circulation routière. Ces interventions struc-

turées s'inscrivent dans une démarche globale visant à améliorer le cadre urbain de la ville d'Oran, restaurer l'ordre public et protéger le domaine public contre toute forme d'occupation anarchique. Elles traduisent la volonté des autorités locales d'assurer un environnement propre, organisé et harmonieux pour les habitants, tout en renforçant le respect des règles d'urbanisme et de vie collective.

Novembre bleu

Plus de 950 dépistages précoces du cancer de la prostate au CHUO

Le Centre hospitalo-universitaire d'Oran (CHUO) a clôturé les activités du mois « Novembre bleu » dédié à la sensibilisation sur le cancer de la prostate, avec la réalisation de plus de 950 dépistages précoces de cette maladie, a-t-on appris, lundi, auprès de l'établissement sanitaire.

Ce mois a été marqué par l'organisation de plusieurs activités par les services d'urologie, de greffe rénale et de biochimie, dans le cadre de la sensibilisation et du dépistage précoce du cancer de la prostate, dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre cette pathologie, a indiqué à l'APS

le chargé de la communication, Mohamed Amine Rebouha.

Ces actions ont connu - ajoute la même source - «une forte affluence» des citoyens, le nombre de dépistages réalisés par les deux services ayant dépassé 950 examens depuis le 3 novembre, date de lancement de la campagne. Plusieurs cas confirmés et suspects ont été détectés. Il a rappelé que le dépistage du cancer de la prostate «se poursuit tout au long de l'année» au service d'urologie et de greffe rénale, et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre le mois de Novembre bleu pour effectuer un dépistage précoce.

Le mois «Novembre bleu», instauré par le ministère de la Santé, vise à renforcer la sensibilisation des hommes sur l'importance du dépistage précoce et son rôle dans la prévention et l'efficacité des traitements, ainsi qu'à encourager les examens réguliers permettant de sauver des vies et d'améliorer la qualité de vie. Le cancer de la prostate est considéré comme un cancer silencieux, évoluant lentement et ne présentant pas de symptômes clairs avant les stades avancés. Son diagnostic repose sur l'examen clinique, l'IRM, ainsi que sur des tests plus spécifiques tels que l'analyse du taux d'antigène prostatique spécifique (PSA).

Haï El Yasmine

Démolition des extensions illicites dans des immeubles

J. Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre les extensions anarchiques et afin de mettre un terme aux atteintes portées aux logements publics locatifs ainsi qu'à la dégradation du cadre urbain, les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran ont mené dans la matinée d'hier mardi une opération de démolition ciblée à Haï El

Yasmine. Cette intervention a concerné plusieurs extensions illégales réalisées au niveau du rez-de-chaussée des logements. Ces extensions avaient été transformées par certains occupants en espaces supplémentaires à usage personnel, en violation des règles d'urbanisme et des dispositions réglementaires encadrant les logements publics locatifs.

Cette opération s'inscrit également dans la stratégie globale visant à protéger le

patrimoine immobilier public contre toute forme d'appropriation abusive et à garantir un cadre de vie ordonné, sécurisé et conforme aux normes. Par cette action, les autorités réitèrent leur engagement à poursuivre leurs efforts pour mettre fin aux pratiques illégales qui portent atteinte au domaine public et nuisent à l'image urbaine de la ville, tout en veillant au respect strict des lois et réglementations en vigueur.

Es-Sénia

Un sexagénaire mortellement fauché par un camion

Un sexagénaire a été mortellement fauché par un camion hier matin à Oran. Selon la Protection civile, ce tragique accident de la circulation s'est produit aux alentours de 07h20 dans le quartier 200 logements, relevant de la commune d'Es-Sénia, lorsqu'un camion a violemment percuté un homme de 63 ans. A leur arrivée, les équipes de la Protection civile n'ont pu que constater le décès de la victime, dont le corps a été transporté vers la morgue de l'hôpital local.

Les circonstances exactes restent à préciser. Une enquête a été ouverte pour établir les responsabilités. **J.B.**

Les Planteurs

Une femme mortellement électrocutée

Une femme a été mortellement électrocutée la nuit de lundi à mardi à Oran. Selon les services de la Protection civile, l'accident s'est produit vers 19h03 à l'intérieur d'un domicile situé au quartier Haï Es-Sanoubar «Les Planteurs», dans la commune d'Oran. La victime, âgée de 35 ans, a été grièvement touchée par une décharge électrique. A l'arrivée des secours, elle ne présentait plus de signes de vie. Son corps a été transféré vers la morgue de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame. **J.B.**

Poursuite des travaux de rénovation

Fermeture temporaire du Musée national Ahmed Zabana

J. Boukraa

Dans le cadre de la poursuite des travaux de maintenance et de rénovation entrepris au sein du Musée public national Ahmed Zabana, la direction informe le public que l'établissement sera temporairement fermé du 2 décembre 2025 au 15 décembre 2025. Cette fermeture vise à permettre l'achèvement des interventions techniques en cours au niveau des allées du musée, afin d'améliorer les conditions d'accueil et d'offrir une expérience de visite optimale. La direction assure que le musée rouvrira ses portes très prochainement, avec des espaces revisités et une ambiance renouvelée, pour accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions.

Notons eu depuis quelques années le Musée national Ahmed Zabana d'Oran connaît une affluence remarquable. A titre d'exemple au cours de la saison estivale, il a accueilli 19.273 visiteurs venus de toutes les régions du pays - de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud - ainsi que plusieurs délégations étrangères. Cette fréquentation témoigne de l'intérêt croissant du public pour la découverte et la valorisation du patrimoine culturel. Les visiteurs ont ainsi eu l'opportunité d'explorer les différentes sections et galeries du musée, où sont exposés des

témoignages riches et variés de l'histoire et de la mémoire collective. Au-delà du simple aspect récréatif, la visite d'un musée constitue une véritable expérience éducative et culturelle. Elle permet d'élargir les horizons, d'enrichir les connaissances et de renforcer le lien entre les jeunes générations et leur héritage matériel et symbolique.

Ce musée, reconnu pour la richesse et la diversité de ses collections, comprend plusieurs salles dédiées aux collections archéologiques, aux arts plastiques, aux antiquités anciennes et à l'histoire naturelle. Il abrite notamment une importante collection de mosaïques romaines du site de Portus Magnus (Bethioua) ainsi que des œuvres majeures provenant de l'ancien musée des Beaux-Arts d'Oran, incluant des peintres de l'Ecole d'Alger et des artistes algériens modernes. Afin de maintenir cette dynamique et d'élargir son rayonnement, l'établissement a mis en place un programme culturel diversifié, incluant conférences, ateliers, expositions temporaires et activités pédagogiques. Le Musée national Ahmed Zabana demeure une référence culturelle et patrimoniale au niveau national et international, et réaffirme son engagement à promouvoir la valorisation de l'histoire et de la culture algérienne.

EHU 1^{er} Novembre

Sensibilisation sur les risques liés à la consommation de champignons sauvages

J. Boukraa

Le service de toxicologie de l'Etablissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre 1954 d'Oran a organisé hier une campagne de sensibilisation consacrée aux dangers liés à la consommation de champignons sauvages. Cette initiative, menée sous la supervision du professeur Chfirat Bilal, s'adresse à la fois aux citoyens et aux professionnels de la santé.

Avec l'arrivée de la saison humide, les intoxications provoquées par les champignons non comestibles sont en hausse. De nombreuses familles, attirées par l'aspect inoffensif ou appétissant de certaines espèces, méconnaissent les risques graves qu'elles encourrent. Un simple mauvais choix peut en effet entraîner des complications sévères, parfois irréversibles. Face à cette situation préoccupante, l'équipe de toxicologie de l'EHU a jugé nécessaire de renforcer les actions de prévention.

La campagne vise d'abord à informer le public sur les dangers des champignons sauvages. Les spécialistes rappellent qu'il est fortement déconseillé de con-

sommer des champignons cueillis dans la nature, car certaines espèces toxiques ressemblent fortement à des variétés comestibles. Les citoyens sont invités à privilégier les produits contrôlés et commercialisés, afin d'éviter tout risque d'intoxication. L'initiative s'adresse également aux médecins, auxquels les experts ont présenté les protocoles de prise en charge les plus récents. Ces recommandations, basées sur les dernières avancées scientifiques, permettent d'identifier rapidement les cas d'intoxication, d'en évaluer la gravité et d'adopter les traitements appropriés pour limiter les complications.

Installée juste en face du service des urgences médicales et chirurgicales de l'établissement, cette action de sensibilisation a permis aux citoyens de poser leurs questions, d'obtenir des informations essentielles et de mieux comprendre les risques encourus. L'EHU encourage vivement la population à participer à ce type d'initiatives afin de renforcer la prévention, protéger les familles et contribuer à la promotion d'une meilleure culture de prévention sanitaire.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Soukhal Fatiha, 40 ans, Les Planteurs
Belmekki Kheira, 88 ans, Medioni
Benhamer El Aïn Djilali, 65 ans, Es-Sénia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 jourmada ethania 1447

El Fedjr 06h26	Dohr 12h53	Assar 15h32	Maghreb 17h53	Icha 19h16
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tissemsilt

Sayoud annonce de nouveaux projets d'aménagements urbains

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a salué, lundi à Tissemsilt, l'avancement des projets inscrits dans le programme complémentaire de développement accordé à la wilaya par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



Le ministre a souligné, lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya aux côtés du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, que ce programme "a permis de sortir la wilaya de son isolement et de renforcer sa dynamique de développement".

A cette occasion, M. Sayoud a adressé ses remerciements aux responsables des secteurs chargés de la réalisation des différents projets inscrits dans ce programme, qui "permettra à la wilaya d'accéder au rang des grandes wilayas du pays".

Par ailleurs, le ministre a annoncé que la wilaya bénéficiera de nouveaux projets d'aménagement urbain au niveau des quartiers résidentiels, afin de leur donner un aspect esthétique à la hauteur de la région.

Dans l'après-midi, la visite des deux ministres a inclus, dans la commune d'El Ayoune, l'inspection du projet de réalisation d'une zone d'activités pour micro-entreprises dans la localité de El Kettar, ainsi que l'inauguration d'un centre de proximité de stockage des céréales dans la région de Selmana, où M. Sayoud a souligné que ce projet constitue

un apport qualitatif aux capacités de stockage de la wilaya.

Les deux ministres ont également supervisé la mise en service du dédoublement de la RN120, reliant la commune d'El Ayoune à la wilaya de Djelfa sur 22 km, ainsi que l'inspection du projet de dédoublement de la RN127, reliant El Ayoune à l'autoroute Nord-Sud sur 73 km, avec la réalisation d'un échangeur dans la commune de Ksar El Boukhari (wilaya de Médéa). Ces deux projets s'inscrivent également dans le cadre du programme complémentaire de développement.

Mascara

La wilaya veut relancer le marché de gros de Sidi Abdelmoumen

Les autorités de la wilaya de Mascara ont mis en place un plan visant à réactiver l'activité du marché de gros régional des fruits et légumes de la commune de Sidi Abdelmoumen, selon la cellule de communication de la wilaya.

Ce plan est le fruit d'une réunion tenue par le wali Fouad Aissi, en présence du conseiller de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Khaled Oualid, ainsi que du Directeur général de l'entreprise publique économique chargée de la réali-

sation et de la gestion des marchés de gros "Magro". Le plan prévoit la mise à disposition de quantités importantes de produits agricoles (fruits et légumes), en plus de l'exploitation d'un nombre « appréciable » de locaux restés inutilisés depuis l'ouverture du marché en 2023.

Le plan, qui sera mis en œuvre prochainement, comprend également l'étude des différentes propositions pratiques formulées par les acteurs des secteurs commercial et agricole, dans le but de relancer les activités commerciales et éco-

nomiques au sein du marché. Il propose aussi la création d'un réseau d'échanges diversifié entre les commerçants du marché et les producteurs de fruits et légumes à l'échelle de la wilaya.

Ce plan, non limité dans le temps, vise à redonner au marché de gros de Sidi Abdelmoumen toute sa place, en attirant davantage de commerçants, en améliorant la qualité des services, en garantissant l'abondance des produits agricoles et en renforçant la dynamique du marché au niveau de la wilaya, a ajouté la même source.

Tlemcen

50 kg de kif saisis

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen ont saisi 50 kg de résine de cannabis et arrêté quatre individus, a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Le communiqué précise que l'opération a été menée par le service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, sur la

base d'informations concernant un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue, utilisant la wilaya d'Oran comme base arrière pour ses activités, lesquelles s'étendaient depuis la bande frontalière de la wilaya de Bechar jusqu'à la wilaya de Biskra.

La même source ajoute qu'après exploitation des informations disponibles et procédé à l'extension de compétence vers

la wilaya d'Oran, les policiers ont arrêté quatre individus et saisi 50 kg de résine de cannabis, en plus d'un véhicule utilisé pour transporter ces substances prohibées.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des quatre suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene, dans la wilaya d'Oran, selon la même source.

Sidi Bel-Abbès

Remise de 63 arrêtés de mise en valeur de terres agricoles

Soixante-trois (63) arrêtés de mise en valeur des terres agricoles ont été remis, dans la daïra de Marhoum, située au Sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, au profit des investisseurs inscrits sur la plateforme numérique, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. La cellule d'information et de communication a précisé que l'opération de remise de ces arrêtés, s'est déroulée hier lundi et supervisée par le wali de la wilaya, Kamel Hadji, lors de sa visite d'inspection dans les communes de la daïra de Marhoum.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme de création de pôles agricoles intégrés couvrant une superficie estimée à 17.000 hectares dans les communes de Marhoum et Bir El Hammam, a expliqué la même source.

A cette occasion, le wali a rappelé le soutien continu de l'Etat à l'investissement agricole, soulignant la volonté des autorités de faciliter les procédures d'aménagement agricole. La visite du wali a également porté sur l'inspection de plusieurs projets en cours de réalisation dans

le Sud de la wilaya, dont un projet de raccordement d'un puits profond à l'électricité dans la commune de Marhoum.

Dans la zone El-Massabih, le chef de l'exécutif local a supervisé la relance des travaux de raccordement à l'électricité du puits profond de zone, visant à renforcer l'alimentation en eau des agriculteurs.

Le wali a également suivi l'avancement des travaux d'aménagement des périmètres agricoles inscrits dans le cadre du programme de wilaya visant à soutenir les capacités de production sur une superficie totale de 17.000 hectares, ainsi que l'inspection d'un projet de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes dans la commune de Sidi Chaïb, devant contribuer à améliorer le stockage de cette denrée vitale et à prolonger la durée de l'alimentation en eau.

Au cours des différentes étapes de cette visite d'inspection, le wali a écouté les préoccupations des citoyens, affirmant la pérennisation du suivi opérationnel sur le terrain des projets de développement local.

Beni-Abbès

Réouverture du musée de la station du milieu saharien

Le wali de Beni-Abbès, Ali Moulay, a ordonné la réouverture immédiate du musée de la station du milieu saharien, sise au chef-lieu de la wilaya, a-t-on appris, mardi, des services de la wilaya.

Lors d'une récente visite sur les lieux, en compagnie du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le chef de l'exécutif local a souligné la nécessité de la réouverture immédiate de ce musée, fermé depuis plus d'une année au grand public pour réhabilitation, a-t-on précisé.

La réouverture de cette structure, qui se distingue par la spécificité unique de sa collection muséologique, revêt une importance nationale et internationale, selon le premier responsable de la wilaya de Beni-Abbès.

Pendant la période de sa fermeture, cette station et son musée sont restés, néanmoins, accessibles aux scientifiques et aux étudiants, a-t-on souligné.

L'objectif de la réouverture du musée est de redonner à cet établissement son rôle central, à savoir la valorisation de sa collection exceptionnelle dédiée à la faune et à la flore sahariennes, ainsi qu'à des éléments liés aux cultures populaires sahariennes, à l'artisanat et au savoir-faire traditionnel de la région de la Saoura, a-t-on indiqué.

Ce musée, considéré comme unique en son genre dans le pays, a bénéficié de travaux de réhabilitation et de modernisation, grâce à une enveloppe financière de plus 56 millions de DA, allouée à cet effet, a-t-on ajouté.

Cette opération s'inscrit au titre de la mise à niveau cette structure scientifique et culturelle, selon la même source, ajoutant qu'elle a été marquée par des travaux de rénovation des salles et halls d'exposition, ainsi que des locaux administratifs et techniques de cet espace

culturel et scientifique, dépendant actuellement du Centre de recherches scientifiques et techniques sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, a-t-on souligné.

La réhabilitation de cette structure a également concerné les deux (2) laboratoires de recherche spécialisés en biologie animale et végétale, a-t-on fait savoir.

Ce musée est un précieux outil pour les scientifiques travaillant dans les domaines de la géologie, de la botanique, de la zoologie et de l'environnement saharien, et ce, grâce à son importante collection muséologique, selon la même source.

Outre ses spécificités scientifiques, cet espace propose plusieurs expositions consacrées à la géologie préhistorique, aux espèces ornithologiques rares, à l'entomologie, ainsi qu'aux métiers d'art et traditions artisanales du terroir de la Saoura. On y trouve également un zoo regroupant diverses espèces animales caractéristiques des zones arides, dont une tortue terrestre âgée de plus 104 ans.

Des universitaires et des observateurs locaux avaient suggéré, auparavant, de rattacher cette station et son musée, qui s'étend sur une superficie de plus de deux (2) hectares, à l'université Tahri Mohamed de Bechar. Une telle démarche permettrait sa gestion par un établissement universitaire à sa proximité, en plus de dynamiser ses activités scientifiques et pédagogiques, tout en offrant des opportunités de formation uniques pour les étudiants des différentes universités du pays, ont-ils souligné.

De nombreux experts nationaux et responsables de l'Agence nationale du service géologique d'Algérie (AGSA) ont souligné sa valeur scientifique et culturelle, lors d'un récent atelier national sur la géologie, tenu à Beni-Abbès du 9 au 13 octobre dernier.

WILAYA DE : TISSEMSILT
DAIRA DE : AMMARI
COMMUNE DE : AMMARI

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

N.I.F: 094738139004328
Ordonnateur : 146513
Client: 007411

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 07/2025 - LE MARCHÉ A COMMANDES

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de Ammari Wilaya de Tissemsilt, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 07/2025 pour :

LE MARCHÉ A COMMANDES POUR APPROVISIONNEMENT DES CANTINES SCOLAIRES EN DENRÉES ALIMENTAIRES DE LA COMMUNE DE AMMARI POUR L'ANNÉE 2026.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de bureau des marchés de la commune de Ammari (frais de cahier de charge 5000.00 DA) Est autorisé à soumissionner pour cet appel tout soumissionnaire Conditions de qualification et de classification :

- Ayant une copie du registre de commerce électronique activité objet de appel d'offre comprend les matériaux des fournitures
 - Une copie (01) de bonne exécution signés par un maître d'ouvrage public de l'état daté et numéroté contient le montant.
- DOSSIER DE CANDIDATURE :** (dans une seule enveloppe) comprendra :
- La déclaration à candidature visée et signée par le soumissionnaire - La déclaration de probité visée - Une copie de registre de commerce - Un extrait du casier judiciaire du soumissionnaire en cours de validité - extrait de rôle moins trois mois néant ou échancier avec tableau - Carte d'identification fiscale - Les attestations de mise à jour (CNAS - CASNOS -) néant ou échancier avec tableau - Les copies des attestations de bonne exécution - Carte grise appuyez d'une attestation d'assurance en cours de validité des moyens matériels.

OBS :
Conformément à l'article 69 du décret présidentiel 15-247 du 02 Dhou el Hidja 1436 correspond au 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire

OFFRE TECHNIQUE: L'offre technique (dans une seule enveloppe) comprendra:

- La déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint) visée et signée par le soumissionnaire - Le présent cahier des charges Coté et paraphé par le soumissionnaire - Tout document permettant d'évaluer technique - Un Mémoire technique justificatif (selon le formulaire joint au C. Charge)

OFFRE FINANCIERE: L'offre Financière (dans une seule enveloppe) comprendra:

- La lettre de soumission selon le modèle ci-joint visée et signée par le soumissionnaire - Le Bordereau des prix unitaires signé par le soumissionnaire - Le détail quantitatif-estimatif de l'offre en hors taxe et « n TTC signé par le soumissionnaire - Toutes les pages du cahier des charges doivent être signées et paraphées par le Soumissionnaire.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porte que la mention suivante :

A Mr Le P/APC de la commune de Ammari
Avis d'Appel d'Offre Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N° 07/2025 Le marché à commandes « Soumission A ne pas ouvrir que pour la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres sont déposées au bureau des marchés de la commune d'ammari rue 01 novembre 1954 L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne porte que la mention suivante : A Mr Le P/ APC de la commune de Ammari avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales N° :07/2025 « Soumission A ne pas ouvrir que pour la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Cette enveloppe abritera trois autres enveloppes séparées dossier candidatures et une technique et l'autre financière : Dossier candidature .Toutes les pages du cahier des charges doivent être signées et paraphées par le Soumissionnaire. L'offre ne doit contenir aucune rature, surcharge ou mention spéciale. la durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première date de parution de l'avis d'appel d'offres dans les journaux nationaux et le BOMOP si ce jour coïncide avec un jour férié ou jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. . La date et l'heure limite de dépôt dossier de candidature et des offres techniques et financiers correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 11h00. à rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis qui se tiendra le même jour de la date de dépôt des offres à 11h00(heure d'ouverture des plis) au bureau des marchés . Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours plus la durée de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des plis . Numéro de Téléphone 046 55 02 69.

Le P/A.P.C

ANEP N° 2531015735 Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
DAIRA DE BOUKADIR
COMMUNE DE SOBHA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : 07/2025
matricule fiscale de la commune : N° 098402085018140

Le président de l'assemblée populaire communale de sobha lance un « avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales » pour :

Approvisionnement les cantines scolaires en produits alimentaires pour l'année 2026

* **LOT N°01 :** la viande et œufs.

* **LOT N°02 :** légumes et fruits

* **LOT N°03 :** alimentation générale et pain

Conditions de participations de candidature :

A - * **LOT N°01+03** Camion ou véhicule frigorifique avec une charge d'au moins 2.5 tones (propreté).

B - * **LOT N°02** Camion ou véhicule (propreté).

- Les personnes souhaitant participer à l'appel ouvert avec des exigences minimales de qualification doivent contacter le bureau de Budget et Comptabilité N°24 commune de sobha pour retirer le cahier des charges contre le paiement de la somme de 10.000.00 DA à Trésorier communale de Boukader .

Les offres doivent être déposées à secrétariat général du secrétaire général communale de sobha au bureau N28 le dernier jour de la limite de dépôt des offres .

- Les offres doivent comporter 3 plis distingués portant la mention la 1 : dossier de candidature, la 2 : L'offre technique et la 3 : L'offre financière, ces plis sont placés dans une autre enveloppe fermée et anonyme et porte la mentions.

Il ne peut être ouvert que par le comité d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (AVIS D'APPEL D'OFFRES

NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° : 07 /2025)

Approvisionnement les cantines scolaires en produits alimentaires pour l'année 2026

CONTENU DU DOSSIER DE SOUMISSION :

Le dossier de candidature contient	L'offre technique	L'offre financière
01) la déclaration de candidature dûment remplie , signée et datée.	01)-La déclaration à souscrire signée et cachetée comme il est donné dans le cahier des charges.	01) La lettre de soumission signée et cachetée.
02) la déclaration de probité signée et cachetée comme il est donné dans le cahier des charges.	02) Cahier de charge du ment signé et caché-le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et acceptée».	02) Bordereau des prix unitaires en lettre et en chiffre.
03) Une copie de l'acte constitutif de la société(en partenariat)		03) Détail quantitatif et estimatif.
04) les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.		
05) une copie de registre de commerce		
06) Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats:		
a- Capacités professionnelles : registre de commerce		
b- Capacités financières : Moyens financiers justifiés par les bilans des années 2022-2023-2024		
c- Capacités Techniques :		
1. Listes des personnes visées par la CNAS		
2. Moyens Matériels: Listes de matériels avec pièces justificatifs (carte grise+permis de conduire Catégorie D+Contrôle technique en cours de validité)		
07 C 20 pour l'année 2025 en cours de validité	03) la mémoire technique justificative signée et cachetée	
08 COPIE Carte fiscale		
09 Copies Mise à jour CNAS (en effet)		
10 COPIE Mise à jour CASNOS (en effet)		
11 COPIE Extrait de rôle des impôts apuré ou programmé datant de moins de trois mois ou tabulé		
12.COPIE Casier judiciaire N°03 du soumissionnaire durant les trois derniers mois		
13.COPIE Casier judiciaire N°03 du chef de famille les trois derniers mois		
Les Droits de soumission		

- La durée de préparation des offres est de dix (10) jours à compter de la date de la première publication de cette annonce dans les journaux nationaux ou dans le bulletin officiel du marché de l'opérateur public (BOMOP)+Deux Journaux électroniques Si ce jour coïncide avec un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant. Les offres doivent être soumises le dernier jour de préparation des offres spécifiées ci-dessus à (14 :00) heures au bureau N28 du secrétariat du secrétaire général communale de sobha aucune offre ne sera acceptée après cette date et le timbre postale ne sera pas pris en compte.

Cette annonce est considérée comme une convocation des candidats à la réunion du commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le jour même de l'expiration du délai de présentation des offres à (14:00) heures au bureau du P/APC Les candidats resteront attachés à leurs offres pendant 90 jours + la durée de préparation des offres à partir de la date du dernier jour de soumission des offres.

Fait à SOBHA le :
LE président de l' APC

ANEP N° 2531015727 Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEM
DAIRA DE NEDROMA
COMMUNE DE DJEBALA

AVIS D'APPEL D'OFFRE
OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
NIF : 096213899151816

Conformément aux Dispositions des articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel N°15. 247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. et les articles 36,37,38 et 39 du loi N°23/12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés .

La commune de DJEBALA lance avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de Capacités minimales pour la réalisation du projet qui suit :

Réalisation, Rénovation, Extension Et Prolongement Du Réseau D'assainissement à travers la commune

Lot n° 01 : Rénovation Et Prolongement Du Réseau D'assainissement A Ain Ghroussate Et Bakhata

Lot n° 02 : Réalisation Et Extension du réseau d'assainissement a o/abess et o/taleb

Lot n° 03 : Rénovation Et Prolongement Du Réseau D'assainissement a Adjalda Et Zorana

Les entreprises intéressées par le présent avis, sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de la commune contre le paiement de 4.000,00 DA

Les offres doivent être accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur

A - **LE DOSSIER DE CANDIDATURE :**

- Déclaration de candidature remplis et signé et cacheté et daté
- Déclaration de probité remplis et signé et cacheté et daté
- Statut de l'entreprise éventuellement dans le cas d'une personne morale ou registre de commerce
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Un numéro d'identification fiscale
- Capacité professionnelles : Certificat de qualification et classification professionnelle. Pour les soumissionnaires Il faut avoir une catégorie (3) et plus, activité principale en travaux hydraulique en cours de validité

• Capacité technique :

- La liste des moyens matériels destinés à l'exécution du projet
- La liste des moyens humains dûment approuvée par la CNASAT.
- Les références professionnelles
- Capacité financière :
- Bilans financiers et référence bancaire (3 bilans durant les cinq dernières années-(2020-2021-2022-2023-2024)
- Casier judiciaire datant de moins de trois mois porte la mention « néant »
- Copie de jugement judiciaire si le soumissionnaire est en état réglementation Judiciaire

- Un extrait de rôle apuré ou un échancier de paiement en cas de dettes en cours de validité,

b- **L'OFFRE TECHNIQUE**

- Déclaration à souscrire remplis et signé et cacheté et daté
- Le cahier des charges portant à la dernière page. La mention manuscrite « lu et accepté »
- mémoire technique justificatif remplis et signé et cacheté et daté

c- **L'OFFRE FINANCIERE :**

- La lettre de soumission remplis et signé et cacheté et daté
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) remplis et signé et cacheté
- Le devis quantitatif et estimatif (DQE) remplis et signé et cacheté
- **CONDITION D'ELIGIBILITE :**

- 01 marché strictement plus de 12.000.000,00 DA ou de deux contrat pour chaque contrat un montant de : 8.000.000,00 DA et plus justifié par des attestations de bonne exécution ou attestation de même nature(assainissement) les années(2021-2022-2023-2024-2025)

- certificat de qualification et classification de l'Entreprise Activité Principale Travaux Hydraulique Catégorie TROIS (III) et plus en cours de validité.

Les dossiers des candidatures, Les offres techniques et financières doivent être mises dans trois enveloppes séparées. Les trois enveloppes doivent être mises dans un enveloppes, celle de l'extérieur ne devra comporter que la mention.

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales ne pas ouvrir (INTITULE DU PROJET CONCERNE)

La date limite de dépôt des offres est fixée à 10 jours fermes à compter de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux et la presse électronique et BOMOP jusqu'à 13.00 H.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 13.30 H.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de 90 jours plus délais de préparation des offres 10 jours

Les plis doivent être déposés au niveau du bureau des marchés publics 1^{ère} étage au niveau de la commune de Djebala

DJEBALA le 03/12/2025

LE Chargé de la gestion des affaires communales

ANEP N° 2531015723 Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

Coupe arabe FIFA 2025: aujourd'hui à 13h00: Algérie A'-Soudan Les Verts veulent réussir leur entrée en matière

M. Zeggai

L'heure de vérité a bel et bien sonné pour l'équipe nationale A', détentrice en titre de la Coupe arabe qui, à mesure que l'échéance approche, semble peser plus lourd que jamais. Investis d'une lourde responsabilité, celle de défendre un trophée chèrement acquis, les Verts avancent vers ce rendez-vous avec une obligation de résultat qui ne souffre aucune hésitation. Pour l'EN, gagner n'est pas seulement souhaitable, mais c'est impératif. D'abord pour confirmer son statut de super favori, ensuite pour réaffirmer une hiérarchie qu'elle a contribué à bâtir à force de constance et de maîtrise. Mais, ce match-là, précisément, ne ressemble pas à aucun autre. Il s'annonce âpre et piégé. Car le Soudan n'a rien d'un figurant : réputé pour son agressivité, son jeu

direct, sa verticalité et ses contres aussi tranchants que soudains. Les Soudanais ont bâti leur réputation sur la capacité à faire dérailler les équipes techniquement supérieures et tiennent leur force sur l'ossature d'Al-Hilal. L'avantage le plus précieux des nôtres reste sans doute dans l'expérience accumulée dans les grands rendez-vous. Ce vécu qui leur a appris à gérer la pression, à ne pas se laisser submerger par l'enjeu.

Tactiquement, l'opposition semble limpide : une équipe joueuse face à un adversaire qui mise sur les duels, le combat physique. La gestion du match, la patience, la concentration et le caractère seront déterminants. En somme, les Algériens, favoris annoncés, tenteront de déjouer un match piégé où leur expérience devra parler plus fort que les incertitudes. A l'heure d'aborder ce rendez-vous, plus ou

moins décisif, la sélection nationale de Madjid Bougherra se retrouve handicapée par quelques indisponibilités. La question qui s'impose : comment l'EN parviendra-t-elle à absorber ce déficit sans perdre son identité ?

Aux dernières nouvelles qui nous sont parvenues de Doha, le groupe est presque au complet avec l'arrivée de Chaâl, Draoui et Bendebka et Guitane, tandis que Mrezigue et Azzi devront rater ces retrouvailles. Par ailleurs, le soutien des fans algériens pourrait constituer un atout non négligeable pour les Verts qui n'ont pas le droit de rater leur entrée en matière. Logiquement, avec les Sayoud, Ounas, Boulbina, Guitane, Atal, Lakhal, Bendebka, les Verts semblent idéalement armés pour réussir ce premier rendez-vous, mais attention au sursaut d'orgueil de leurs adversaires du jour.

Le Soudan veut créer la sensation

Les joueurs d'Al-Hilal, qui forment la colonne vertébrale du Soudan avec la présence de six éléments, sont confrontés à un problème de fraîcheur physique avec l'enchaînement des matches de la Ligue des Champions d'Afrique. C'est là, l'un des problèmes cruciaux de l'entraîneur national du Soudan, le ghanéen Kwesi Appiah ; considéré comme l'architecte du renouveau depuis son arrivée en 2023. L'attaquant John

Manu, expulsé contre le Liban en match barrage, ne sera pas de la partie. A cette contrainte s'ajoute, selon la presse soudanaise, l'indisponibilité de Saif Eddine Malik, qui est incertain en raison d'une blessure, et Nouh Al Jzouli et Yasser Mazemel qui sont incertains. Malgré ces impondérables, les "Faucons du Soudan" nourrissent l'ambition de créer la surprise dans cette édition et à commencer par ce match face aux Verts.

Ils comptent sur le talent des Mostafa Kkhorshom, Yasser Goubak et surtout Mohamed Abderrahmane "Al Ghorbal". Aussi, les Soudanais semblent déterminés à épingler à leur tableau de chasse les détenteurs de cette coupe. Il s'agit, également pour eux, d'une question de prestige, de suprématie et de rivalité née lors du dernier match Al Hialal-MCA. Les protégés sont donc avertis.

M. Z.

EN Pep Guardiola fait une demande pour Aït Nouri



À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue au Maroc entre le 21 décembre et le 18 janvier, Pep Guardiola et la direction de Manchester City ont officiellement sollicité la Fédération algérienne de football afin d'obtenir un aménagement concernant la présence du latéral international algérien Rayan Aït Nouri. Selon plusieurs sources médiatiques anglaises, notamment The Athletic, les dirigeants mancuniens ont demandé à la FAF et au sélectionneur Vladimir Petkovic de permettre au joueur de rejoindre le stage des Verts avec deux jours de retard, soit le 17 décembre, alors que le rassemblement dé-

bute le 15. Manchester City justifie cette requête par un calendrier surchargé : l'équipe de Guardiola doit disputer cinq rencontres cruciales en Premier League et en Ligue des champions entre le début du mois et le 17 décembre, dont une affiche très attendue face au Real Madrid. Une séquence dense durant laquelle le technicien espagnol veut absolument compter sur Aït Nouri, transféré de Wolverhampton lors du dernier mercato estival. Le latéral gauche algérien n'a cependant pas encore réussi à s'imposer comme titulaire indiscutable, en raison d'une série de blessures ayant fortement ralenti son intégration.

Depuis le début de la saison, il n'a pris part qu'à sept rencontres officielles, dont quatre comme titulaire, tout en manquant neuf matchs pour cause de blessure et en restant sur le banc lors de quatre autres. Selon le Mirror, Guardiola a néanmoins assuré à Aït Nouri, ainsi qu'à l'attaquant Omar Marmoush, qu'il comptait pleinement sur eux pour la seconde moitié de saison après leur retour de la CAN. Reste désormais à savoir si la FAF et Petkovic accepteront ce compromis délicat, entre impératifs sportifs de la sélection et nécessité de préserver la relation du joueur avec son club.

Ligue des Champions d'Afrique Qui veut nuire à la JS Kabylie ?

Le match JSK-AS FAR a-t-il déjà commencé ? C'est du moins l'impression qui se dégage avec ces dernières rumeurs. En effet, et selon plusieurs sources proches du dossier, la JSK se retrouve au cœur d'une polémique qui pourrait marquer la Ligue des Champions d'Afrique. Inadmissible et incompréhensible, la CAF est restée totalement silencieuse et absente sur les graves incidents ayant émaillé le match ASFAR-Al-Ahly du Caire pour se pencher sur une affaire qui n'a jamais existé. En effet, le match JSK-Young Africans s'est déroulé sans le moindre dépassement, mais l'instance continentale veut inventer ce qui n'a jamais existé au stade Hocine Aït Ahmed. On vient d'apprendre que la CAF examine la possibilité de faire jouer le match JSK-ASFAR à huis clos. C'est du moins les rumeurs qui circulent avec instance. Selon certaines sources internes, cette option fait suite à des rapports des officiels. Pour l'instant, aucune décision officielle n'a été prise ou annoncée par la CAF. Les responsables

de la FAF sont appelés à bien suivre ce dossier, notamment dans le cadre des procédures internes. Nos sources accusent directement Fouzi Lekjaâ derrière ce scénario. Comme à son accoutumée, le président de la Fédération marocaine de football et membre influent à la CAF se mêle toujours de ce qui ne le regarde pas. Selon nos informations, Fouzi Lekjaâ veut tromper l'opinion publique en dissimulant les graves dérapages de l'ASFAR lors de son match contre les Egyptiens d'Al-Ahly et permettre à l'équipe marocaine de jouer à Tizi Ouzou à huis clos. Cette sortie, qui n'honore guère son auteur, risque de relancer une polémique récurrente. Habitué aux manœuvres discutables notamment à l'encontre des clubs algériens, Fouzi Lekjaâ suscite encore une fois des interrogations quant à la transparence et à l'équité des démarches entreprises. Un tel comportement devrait être fortement écarté, d'autant plus lorsqu'il menace la crédibilité d'une instance continentale.

M. Z.

USM Alger Revirement de situation chez les Usmistes

Coup de théâtre à l'USM Alger. Alors qu'il avait annoncé sa démission quelques heures plus tôt, Abdelhak Benchika est finalement revenu à de meilleurs sentiments, réapparaissant à la séance de reprise avant-hier. Selon plusieurs sources concordantes, le coach en question aurait décidé, par un concours de circonstances, de poursuivre temporairement sa mission avec les "Rouge et Noir" afin de ne pas pénaliser l'équipe. Une manière également d'offrir à la direction un délai supplémentaire pour désigner son successeur. A cet effet, on vient d'apprendre que la direction a refusé la démission de

Benchika en raison du match de Coupe d'Algérie contre le NC Magra. D'ailleurs, toutes les pistes mènent pour l'instant vers Abdelkader Amrani, pressenti pour reprendre les rênes de la barre technique des Usmistes. Mais, là encore, rien n'est définitivement tranché : la rue gronde, impose sa pression et dicte sa loi. Tant que le climat ne s'apaise pas, le flou persiste et l'incertitude plane. Tous les scénarios demeurent ouverts. Une chose est sûre : le club est entré dans une zone de turbulences dont il ne sortira que lorsque la situation technique sera enfin tranchée.

M. Z.

Allemagne Maza, la révélation, poursuit son ascension

L'international algérien Ibrahim Maza poursuit son ascension fulgurante en Allemagne. Ses performances remarquées avec le Bayer Leverkusen lui valent aujourd'hui une double nomination prestigieuse en Bundesliga : celle de meilleur joueur du mois de novembre et de meilleur jeune joueur du mois. Une reconnaissance éclatante pour le joueur de 21 ans, qui s'impose progressivement comme l'une des révélations du championnat allemand. Maza termine le mois de novembre sur une excellente note. En effet, le jeune Fennec a disputé quatre rencontres de championnat sous les couleurs de Leverkusen, au cours desquelles il a inscrit deux buts tout en délivrant une passe décisive. Au-delà des statistiques, c'est sa maturité dans le jeu et sa capacité à peser sur le plan offensif qui ont particulièrement séduit observateurs et analys-

tes. Recruté pour sa créativité et son sens du jeu, Maza est rapidement devenu une pièce essentielle dans le dispositif de son entraîneur. Sa polyvalence au milieu du terrain, combinée à une activité constante entre les lignes, a permis au Bayer Leverkusen de maintenir un rythme soutenu dans la course aux premières places. Ses prestations ont également renforcé sa place au sein de l'équipe nationale algérienne, où il est désormais considéré comme l'un des talents les plus prometteurs de la nouvelle génération. Cette double nomination pourrait marquer un tournant dans la carrière du joueur, appelé à franchir un nouveau palier si ses performances se confirment dans la durée. Pour l'heure, Maza savoure une reconnaissance méritée, symbole du travail accompli et d'un potentiel qui ne cesse de se dévoiler sur les terrains allemands.

Soudan

Survivre grâce au troc et au crédit

Des vêtements ou une chaise contre du savon, une ardoise chez l'épicier: des Soudanais survivent grâce au troc et au crédit, après l'effondrement du système bancaire dans le pays ravagé par plus de deux ans de conflit.

«Je n'ai pas tenu entre mes mains un billet depuis neuf mois», confie à l'AFP Ali, un fonctionnaire à Dilling, une ville du Kordofan-Sud assiégée par les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), en guerre avec l'armée depuis avril 2023. A Dilling comme ailleurs, vêtements ou appareils ménagers servent parfois de monnaie d'échange pour quelques kilos de farine ou de riz, parfois quelques litres d'essence pour les véhicules ou les générateurs. «J'ai déjà échangé une houe et une chaise contre trois sacs de sorgho», une céréale très utilisée en Afrique, raconte Ali, 33 ans.

Faute de liquidités, et avec un réseau de communication trop instable pour les transactions numériques, nombreux sont ceux qui, comme lui, recourent au troc.

«Les chauffeurs de motos et de tuk-tuk (tricycle motorisé, NDLR) reçoivent de l'huile et du savon en guise de paiement» pour des courses, témoigne Al-Sadiq Issa, un volontaire local joint par l'AFP. «Certaines familles offrent du maïs, de la farine ou du sucre en échange de travaux journaliers, comme l'entretien de véhicules», ajoute-t-il.

Lorsque les combats entre l'armée et les FSR ont embrasé Khartoum au début de la guerre, la Banque centrale, reliée au réseau interbancaire sécurisé SWIFT, a été détruite par les flammes. Banques fermées et/ou pillées, coffres forts privés vidés, circuits officiels disloqués:

l'économie a basculé. Un euro valait autrefois 450 livres soudanaises, il s'échange aujourd'hui contre 3.500 au marché noir.

AVOIR DU CASH: UN «DANGER»

A la veille de la guerre, le pays semblait pourtant sur le point de franchir un cap: la levée des sanctions économiques - imposées à Khartoum depuis 1997 pour son soutien présumé aux groupes islamistes - laissait entrevoir sa réintégration dans les circuits financiers mondiaux. Seuls 15% des Soudanais possédaient alors un compte bancaire, selon la Banque mondiale. Mais les transactions numériques, notamment via l'application Bankak, propriété de la Banque de Khartoum, se généralisaient dans les zones urbaines.

«Le pays était à deux doigts de basculer dans une économie numérique plus ouverte, sur le modèle du Kenya ou du Ghana», explique William Cook, expert au Comité consultatif pour l'aide aux pauvres (CGAP) à Washington. D'après lui, «la guerre a gelé tout progrès».

Le conflit entre l'armée et les FSR a fait plusieurs dizaines de milliers de morts, déraciné des millions de civils et plongé le pays dans ce que l'ONU qualifie de «pire crise humanitaire» au monde. Les témoignages rapportant pillages et extorsions sont fréquents dans ce pays où la guerre a «érodé» la capacité de l'Etat à assurer la sécurité la plus élémentaire, selon la Banque Mondiale. «Avoir du cash, c'est se mettre en danger», confie Dafallah Ibrahim, épicier à Omdourman, ville jumelle de la capitale Khartoum, reprise par l'armée au printemps.



Certains habitants recourent à l'application Bankak, qui propose un service minimal de transfert de fonds permettant de recevoir un salaire, l'aide de proches ou les fonds distribués par les programmes humanitaires. Mais le fonctionnement de Bankak est aléatoire, car dépendant du réseau: à Kadugli, capitale du Kordofan-Sud assiégée par FSR, les télécommunications sont souvent coupées par les belligérants.

Abdelrahman, un commerçant local a pris l'habitude de faire crédit à ses clients: «Je leur dis tu pourras payer quand Bankak refonctionnera+ et je note leurs dettes sur un carnet», confie-t-il à l'AFP.

A défaut de services locaux fon-

ctionnels, un accès internet est possible via le système satellitaire Starlink du multimilliardaire Elon Musk. Mais face au contrôle exercé sur ce réseau par les paramilitaires, le gouvernement, aligné sur l'armée, en a interdit l'usage, et la commercialisation des antennes, en décembre 2024. A l'époque où les paramilitaires contrôlaient Khartoum, les FSR «prenaient jusqu'à 25% de commission» pour fournir de l'argent liquide en contrepartie d'un virement bancaire via Bankak, se souvient Youssef Ahmed, un fonctionnaire joint par l'AFP.

Les transactions numériques supposent en outre de détenir un compte, un passeport et un télépho-

ne - inaccessibles pour beaucoup, surtout dans les zones rurales. Faute de mieux, certains se résignent à utiliser le compte bancaire d'une connaissance, au risque de voir leur argent détourné. Pour limiter les fraudes, la Banque de Khartoum a autorisé en décembre 2024 l'ouverture de comptes à distance et l'usage de pièces d'identité expirées. Mais dans le même temps, l'introduction par les autorités pro-armée de nouveaux billets de banque dans les régions qu'elles contrôlent a fragmenté le système monétaire. Le pays est de facto divisé entre les zones tenues par l'armée (nord, est et centre), et celles tenues par les FSR (ouest et sud).

Sans emploi, sans argent

Des migrants somaliens au Yémen préfèrent rentrer chez eux



A Aden, grande ville portuaire du sud du Yémen, des milliers de Somaliens vivent dans des maisons de fortune privées d'eau courante et d'électricité, au cœur d'un

«Petit Mogadiscio» rongé par la pauvreté, aux rues poussiéreuses et jonchées d'ordures.

Malgré la guerre, la pauvreté et le chômage, le Yémen est devenu

pour beaucoup d'entre eux une antichambre vers les riches monarchies du Golfe. Rêvant d'une vie meilleure, ils ont fui la Corne de l'Afrique, espérant gagner les Emirats arabes

unis ou l'Arabie saoudite, frontalière du Yémen, pour y travailler dans la construction ou comme employés de maison, mais se retrouvent bloqués par le strict contrôle des frontières. Pendant la journée, les hommes quittent le bidonville, en quête de travail. Ils forment de longues files le long des routes d'Aden, la capitale provisoire du gouvernement reconnu par la communauté internationale, ravagée par des années de guerre, frappée par le chômage et l'insécurité alimentaire. Pour survivre, beaucoup enchaînent des petits boulots, notamment en lavant des voitures, tandis que d'autres fouillent les poubelles pour nourrir leur famille. «Certains jours, on mange, d'autres jours, c'est entre les mains de Dieu», a raconté à l'AFP Abdallah Omar.

Il y a un an, ce père de quatre enfants a décidé de tenter sa chance et a payé 500 dollars à des passeurs pour embarquer avec sa famille vers la péninsule arabique.

«PAS DE TRAVAIL, PAS D'ARGENT»

Des espoirs rapidement déchus lorsqu'après avoir traversé le golfe d'Aden, il s'est retrouvé coincé au Yémen, peinant à trouver du travail dans un pays dont l'économie a été mise à genoux par plus d'une décennie de guerre. Pour survivre, M. Omar lavait des voitures pour environ 6.000

rials (quatre dollars) par jour.

Après des années de travail dans le bâtiment à Mogadiscio, il espérait pourtant trouver de meilleures conditions de vie au Yémen, un pays qu'il avait traversé enfant, en route vers l'Arabie saoudite. C'était avant le début de la guerre qui a éclaté en 2014 entre les autorités yéménites et les rebelles houthis, soutenus par l'Iran, qui se sont emparés de la capitale Sanaa et d'autres pans du territoire.

Le conflit a fait des centaines de milliers de morts et provoqué l'une des pires crises humanitaires au monde. Depuis 2022, une trêve fragile est en vigueur.

Au Yémen, «il n'y a pas de travail, pas d'argent, et pas d'école pour les enfants». «Ici je n'ai rien», témoignait M. Omar à l'AFP en expliquant vouloir rentrer en Somalie. Fin octobre, il a pris avec sa famille un vol vers Mogadiscio dans le cadre d'un programme de retour volontaire de l'ONU.

Malgré ces conditions difficiles, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré l'arrivée de quelque 17.000 personnes au Yémen en provenance de Djibouti ou de Somalie en octobre, soit une hausse de 99% par rapport à septembre.

La Somalie reste ravagée par la guerre civile, tandis que les insurgés islamistes des shebab contrôlent encore de vastes pans du pays.

APARTEMENTS

■ Loue F1 à El-Yasmine, 1^{er} (3U) – F1/F2 à St-Pierre, 1^{er} (2.5U) – F2 meublé, centre-ville 4^e (5U) – F3 Ain el Turck, 2^e (3U) – F3 meublé El-Kerma, 1^{er} (5U) – Ag ABDALLAH 041.38.62.87 / 0770.40.87.48

■ Loue F4, 120 m², 2^e, Akid Lotti + Vd F2, 68 m², 1^{er}, C/V + F1 30 m², 1^{er}, Gambetta + Vds local 30 m², à Miramar + loue local, 280 m², Millénium 2 + Vds terrain 105 m² les Palmiers terrain 150 m² Belgaid – Cab Imm VICTORIA:4 rue Khemisti Oran – Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

■ A vendre F4, 100 m², 3^{ème} étage, USTO + Appat F4, 140 m², 3^{ème} + 2 Box prom Bousmaha, Maraval + Av F4, 138 m², 2^{ème} Hasnaoui + Av F3 : 110 m² + Box 2^{ème} Resid ENSEP + A louer F3, 120 m², 2^{ème} étage, Maraval + A louer dépôt 250 m², haut 5 m, La Lofa. Pas de courtier Svp – 0773.24.62.36 / 0792.04.44.29

VILLAS

■ Vends niveau villa 2f, pas de vis-à-vis, F5, grand standing, 2 gdes terrasses, chaque chambre balcon, 6 rue Khelifa Bensalem, Choupot / Oran – Tél : 0773.63.98.70

■ URGENT : A vendre haouch colonial, sup 905 m², acté + livret foncier, qui peut servir pour dépositaire ou usine ou logement, à Hassi Ameur village, W. Oran – Tél : 0797.46.23.13

TERRAINS

■ A vendre lot terrain 1.000 m², Kristel, Ain Defla plage, Oran acté + livret foncier – Tél : 0663.46.75.38 - 040.57.37.57

EMPLOIS

■ Entreprise privée, à Oran, cherche réceptionniste homme diplômé, avec expérience (exigée) dans l'hôtellerie. Réside à Oran. Veuillez contacter Tél : 0661.20.20.29 / 0560.31.88.01

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés ou en panne, Léger et Lourd Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82.

■ Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

Société individuelle privée

Sise à Sidi Bel-Abbès

Recrute dans l'immédiat :

Responsable de laboratoire

Profil :

- 1) Master chimie ou ingénieur mécanique
- 2) Expérience dans le poste souhaitée
- 3) Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
- 4) Libre de tout engagement

Avantage : salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + CV

à Zone industrielle, lot n°100

Sidi Bel-Abbès

ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

Société Industrielle privée

sise à Sidi Bel-Abbès

Recrute dans l'immédiat

MANAGER système Qualité :

Profil :

- 1)- Ingénieur (toutes spécialités), Licence et plus
- 2)- Expérience dans le poste souhaitée
- 3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
- 4)- Libre de tout engagement

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + CV

A Zone industrielle lot n° 100

Sidi Bel-Abbès

Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BENI-ABDES
DAIRA DE EL OUATA
COMMUNE DE EL OUATA

MISE EN DEMEURE N° 01

- Conformément aux dispositions de l'article 149.150.151 de décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2016 notamment la réglementation du marché public modifiée et consolidée
- Vu du marché n° 01/2025 relative au projet : Réalisation Deux Places Publiques En Lots : Lot 01: Réalisation D'une Place Publique En Nouveau Cite Commune Elouata.
- Conformément aux l'ordre service pour démarrage des travaux n°52/2025 en date 15/07/2025
- Vu les correspondances n° 2204/2025 en date du 20/10/2025.
- Vu les correspondances n° 5943/2025 en date du 13/11/2025 par la daïra.

Est Mise en demeure n° 01 à l'entreprise

BENLABBES ABDESSAMMED Gérant de l'entreprise travaux bâtiment tous cours d'état, et ce dans un délai maximum de sept (07) jours à partir de la date première parution dans les quotidiens nationaux pour :

- Reprise des travaux non conformes aux normes techniques.
- Renforcé son chantier en moyens matérielles et humains, et la remise du projet conformément aux exigences techniques requises.

Dans le cas où l'entreprise ne répondait pas à cette présente mise en demeure dans le délai précisé, nous serons dans l'obligation d'appliquer la procédure légale applicable dans la réglementation du marché public.

EL OUATA LE :
LE PRÉSIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531015748

Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BENI-ABDES
DAIRA DE EL OUATA
COMMUNE DE EL OUATA

MISE EN DEMEURE N° 01

- Conformément aux dispositions de l'article 149.150.151 de décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2016 notamment la réglementation du marché public modifiée et consolidée
- Vu du marché n° 02/2025 relative au projet : Réalisation Deux Places Publiques En Lots : Lot 02: Réalisation D'une Place Publique En Hay Grine Belkacem Aguedal Commune Elouata.
- Conformément aux l'ordre service pour démarrage des travaux n°53/2025 en date 15/07/2025
- Vu les correspondances n° 2205/2025 en date du 20/10/2025.

Ets Mise en demeure n° 01 à l'entreprise

ALLAOUI FAWZI Gérant de Eurl Cossiaf Travaux Batiment, et ce dans un délai maximum de sept (07) jours à partir de la date première parution dans les quotidiens nationaux pour :

- Renforcé son chantier en moyens matérielles et humains.
- Accélérer le rythme des travaux afin de livrer le projet dans les délais contractuels.

Dans le cas où l'entreprise ne répondait pas à cette présente mise en demeure dans le délai précisé, nous serons dans l'obligation d'appliquer la procédure légale applicable dans la réglementation du marché public.

EL OUATA LE :
LE PRÉSIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531015749

Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA DE BEN BADIS

COMMUNE DE BEN BADIS

N°: 4022 /2025

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06 /2025

N.I.F: 22450101116

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de Ben Badis, lance un Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

* ACQUISITION DES DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DES CANTINES SCOLAIRES DE LA COMMUNE DE BEN BADIS ANNEE BUDGETAIRE 2026

-ECOLE CHEIKH BOUAMAMA A SAF SAF-ECOLE CHERCHAB AABDELKADER A SAF SAF
-ECOLE KHALED IBN EL WALID A BEN BADIS-ECOLE HAMDARLI BENAMAR A BEN BADIS
-ECOLE GUELIMINE KOUIDER A BEN BADIS-ECOLE SKOUDARLI KOUIDER A BEN BADIS
-ECOLE ALI BEN ABI TALEB A BEN BADIS- ECOLE MEFTAH AHMED A BEN BADIS
- ECOLE ARAF ABDELKADER A BEN BADIS - ECOLE SABER MOHAMED A BEN BADIS

Les soumissionnaires intéressés par le présent Avis peuvent retirer le cahier de charge auprès du bureau des marchés de L'APC Ben Badis, contre paiement d'un montant de 5000,00 DA auprès du trésorier communal de Ben Badis tous les jours sauf le vendredi et samedi à partir de 08 :30 h jusqu'à 15 :30 h.

> Les offres réglementaires doivent être accompagnées des pièces suivantes :

1-1-dossier de candidature :

- 1- Déclaration de candidature rempli, daté, paraphé et signé par le soumissionnaire
- 2- Déclaration de probité rempli, paraphé et signé par le soumissionnaire.
- 3- Copie de la carte d'identification fiscale (N.I.F).
- 4- Une Copie du registre de commerce compatible avec la nature de l'opération.
- 5- Statut de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une SARL Ou EURLetc.
- 6- Une copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux délivré par CNRC de l'année financier année 2024 en cas de SARL, EURL, etc
- 7- Attestations de mise à jour (CNAS, CASNOS).
- 8- Extrait de rôle apuré avec mention (ne figure pas sur le fichier nationale des fraudeurs).
- 9- Locale de commerce justifié par acte de propriété (locale intégrée) ou bail de location en cour de validité
- 10- Numéro du RIB bancaire.
- 11- Moyens matériels justifie par Carte grises + assurance +agrément sanitaires en cours de validité pour matériels roulant et procès verbal de constat délivré par un huissier de justice année 2025 pour la chambre froide et local commercial justifié par acte notarié (locale intégrée) ou bail de location en cour de validité.
- 12- Liste des moyens humains: justifie par la Mise à jour CNAS en cour de validité + attestations d'affiliation CNAS moins de trois (03) mois avant le jour d'ouverture des plis + attestation du travail.
- 13- Les Bilans des 03 dernières années (2022-2023-2024) (moyenne du chiffre d'affaire des 03 dernières années (2022-2023-2024) (supérieur ou égale 5.000.000.00 DA (obligatoire).
- 14- Référence professionnelles au moins trois (03) attestations de bonne exécution.
- 15- Le soumissionnaire s'engage parécrit suivant le modèle degarantir la conformité des fournitures aux spécifications et normes contractuelles, aux échantillons de références, il s'engage, en cas de non-conformité, à prendre en charge les couts de remplacement.

1-2 Dossier de l'offre technique :

- 1- La déclaration à souscrire renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire
- 2- Le présent cahier des charges original paraphé par le soumissionnaire (portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu Et Accepté »)
- 3- Mémoire technique justificatif renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire

1-3-Dossier de l'offre financière :

- 1- Lettre de soumission renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- 2- Le Devis quantitatif et estimatif renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- 4- Le Bordereau des prix unitaire renseignée en lettres et en chiffres, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.

Les offres doivent parvenir obligatoirement au bureau du secrétariat de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres au siège de la commune de BEN BADIS BOU..EVARD BENDAHOU AMARA, Le soumissionnaire est tenu de présenter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées. Indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention le contenu tel que « dossier de candidature », « une offre technique » et « une offre financière » ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : (À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres :

-AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06/2024

OBJET * ACQUISITION DES DENREES ALIMENTAIRES AU PROFIT DES CANTINES SCOLAIRES DE LA COMMUNE DE BEN BADIS ANNEE BUDGETAIRE 2026

-ECOLE CHEIKH BOUAMAMA A SAF SAF-ECOLE CHERCHAB AABDELKADER A SAF SAF
-ECOLE KHALED IBN EL WALID A BEN BADIS-ECOLE HAMDARLI BENAMAR A BEN BADIS
-ECOLE GUELIMINE KOUIDER A BEN BADIS-ECOLE SKOUDARLI KOUIDER A BEN BADIS
-ECOLE ALI BEN ABI TALEB A BEN BADIS- ECOLE MEFTAH AHMED A BEN BADIS
- ECOLE ARAF ABDELKADER A BEN BADIS - ECOLE SABER MOHAMED A BEN BADIS

La date de dépôt des offres est fixée Dix(10)joursA Compter de premier jour de la parution du présent avis plus tard à 10 heures . Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée égale à la durée de la préparation des offres augmentée de(90 jours)*(10 jours)soit 100 jours à compter de la date de première parution de l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale première parution au BOMOP et sur les quotidiens nationaux en arabe et langue étrangère et au portail électronique et presse électronique.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis qui se tiendra le même jour à 10H30 et si ce jour coïncide avec un jour repos la date d'ouverture se fera reporté le lendemain la même heure.

FAIT À BEN BADIS LE :

LE PRÉSIDENT D'APC

ANEP N° 2531015744

Le Quotidien d'Oran 03/12/2025

2

09:55 Bel & Bien ensemble
10:50 Chacun son tour
11:55 Tout le monde veut prendre sa place
13:00 Journal 13h00
13:55 Ça commence aujourd'hui
16:20 Affaire conclue...
18:05 Tout le monde a son mot à dire
18:40 N'oubliez pas les paroles
20:00 Journal 20h00
21:00 100 % logique : entraînez-vous !

21:10 Ardennes



Saison 1 - Episode 1 : Toute âme a ses petits secrets

Charmeux et mystérieux, le psychiatre Olivier Rimbaud vit seul, dans un manoir isolé à Châlons-en-Champagne. Il partage son quotidien entre trois activités : guérir ses patients, faire du profiling pour aider la police à arrêter des criminels, sur des affaires hors norme et cacher ses innombrables secrets, issus d'un passé trouble et inquiétant ! Il se lance sur les traces d'un kidnappeur et tueur en série, tout en aidant à guérir une adolescente qui souffre d'étranges hallucinations...

3

09:15 ICI dans votre région
10:50 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine
11:20 Flavie en France
12:05 Outremer.l'info
12:26 ICI 12/13
17:25 Duels en familles
18:00 Slam
19:15 ICI 19/20 édition toutes régions
20:00 Tout le sport
20:25 Un si grand soleil

21:10 Des racines et des ailes



À la nuit tombée, Lyon s'illumine. Et les façades de ses monuments emblématiques se révèlent grâce à des créations lumineuses. Née sur la colline de Fourvière en 1852, la Fête des Lumières attire chaque début décembre plus de deux millions de spectateurs. Florence Périer, héritière des Mères lyonnaises, entretient la tradition dans son bouchon du quartier des Brotteaux. L'architecte Adeline Bastiy et la peintre Caroline Snyers réhabilitent des villas construites par de riches industriels au XIXe siècle....

23:20 Enquêtes de région

4

09:11 Oscar & Malika toujours en retard
09:56 Okoo-koo
12:34 Potobot
13:33 A l'école des pompiers
14:25 Mission info
14:41 T'es au top
14:57 L'armure de Jade
15:30 Héros à moitié
16:04 Molusco
17:46 Oscar & Malika toujours en retard
18:25 Okoo-koo
18:42 Bluey
19:35 Les maternelles XXL

21:05 Jul au Stade de France



En avril 2025, Jul a donné un concert gigantesque au Stade de France devant un public conquis par la performance du "J", décidément un phénomène dans le rap français. Icône populaire, symbole générationnel, référence bien au-delà de la cité phocéenne, Jul est depuis plusieurs années l'un des artistes les plus écoutés dans l'hexagone, multipliant les productions et les titres à succès.

23:35 SCH - Decennium

5

09:30 Des trains pas comme les autres
11:00 Vivre loin du monde
11:55 Au coeur de la Scandinavie
12:46 Imprévu
13:00 Des trains pas comme les autres
15:05 Un espoir pour la nature
16:00 Roumanie, le charme des Balkans
16:55 C pas si loin
17:25 C dans l'air...
17:40 C dans l'air
18:55 C à vous
21:05 Ecrire la vie : Annie Ernaux...
22:40 C ce soir
23:50 C dans l'air

arte

TMC

10:55 Canada, la force de la nature
11:50 Un billet de train pour...
15:05 La Loire, des châteaux à l'estuaire
15:50 Danger sur les rails
16:35 Un train au coeur des merveilles africaines ...
17:20 Invitation au voyage
18:55 Voyage en cuisine
19:30 Le dessous des images
19:45 Arte journal
20:05 28 minutes
22:40 Rainer Maria Rilke : La poésie...
23:35 Un garçon, une terre, la guerre

10:20 Une romance de Noël épicée
12:05 Le diplôme de Noël
13:55 Hercule Poirot
18:25 L'avant Quotidien
19:15 Quotidien, première partie
20:10 Quotidien, deuxième partie
20:45 Quotidien
23:10 Taxi 3



CANAL+ 21.09

ANTOINE DE CAUNES : LA VIE «RÊVÉE» D'UN ENFANT DU ROCK

Episode 1/4 :

Les sons de la contre-culture

Interrogé derrière une batterie, puisqu'il a essayé d'être batteur, dans les studios Ferber à Paris, Antoine de Caunes se confie sur toute sa première vie cathodique. En effet, à moins de 25 ans, il était propulsé comme le seul média télévisuel d'une nouvelle culture naissante, de "Chorus" aux "Enfants du rock", jusqu'à "Rapido". Bruce Springsteen a tenu à témoigner de son amitié et de sa relation avec cet "elegant French man". Damon Albarn (Blur et Gorillaz) et son complice Jamie Hewlett, Paul Simonon, bassiste des Clash, Jean-Louis Aubert et Richard Kolinka évoquent leur relation avec Antoine de Caunes.



CINE + FRISSE 20:50

CANICULE

Acteur: Eric Bana (Falk), Genevieve O'Reilly (Gretchen), Keir O'Donnell (Greg Raco),...

Aaron Falk, policier fédéral à Melbourne, est contacté par Gerry Hadler, qui lui demande de revenir dans sa région natale de Wimmera, pour assister aux funérailles de Luke, le fils de Gerry. L'homme, un ami d'enfance d'Aaron, s'est suicidé. Il est accusé d'avoir tué juste avant son épouse Karen et leur fils aîné Billy, n'épargnant que leur bébé, Charlotte. Cependant, Gerry et son épouse Barb sont convaincus de l'innocence de leur fils. Ils demandent à Aaron d'enquêter sur l'affaire, qui fait écho à une tragédie plus ancienne, qui a marqué la communauté.



CINE + PREMIER 20:50

LES RÈGLES DE L'ART

Acteur: Melvil Poupaud (Yonathan Cobb), Sofiane Zermani (Eric Moreno), Julia Piaton (Agnès Cobb),

Yonathan Cobb, expert en montres de luxe, personnage introverti, vit avec la dynamique Agnès, directrice artistique, et leurs deux enfants. L'existence de Yonathan bascule quand il croise par hasard chez un antiquaire, Eric Moreno, personnage volubile et gouailleux, qui est aussi un receleur d'objets précieux, toujours en quête d'un nouveau coup. Séduit par l'allant d'Eric, Yonathan se laisse convaincre par ce dernier de revendre la montre d'une de ses clientes....

TÉLÉVISION

TF1

21:10 Will Trent



Saison 2 - Episode 5/10 : La fille du capitaine Wagner

Après une violente attaque qui l'a laissée traumatisée, Angie (Erika Christensen) reprend du service au sein de l'équipe d'enquêteurs du bureau fédéral de Géorgie. Sa première mission consiste à traquer un tueur en série..., un cas qui met à l'épreuve les limites de la justice et de la moralité. Alors qu'Angie se remet difficilement de son expérience, elle fait la connaissance de Cricket (Sonja Sohn), une experte en explosifs, qui devient une alliée précieuse dans leur quête pour stopper le tueur...

22:50 Esprits criminels : Evolution

6

21:10 Scènes de ménages



La magie de Noël

Pour Noël, plusieurs couples vivent des aventures fantastiques et drôles. Liliane, véritable danger public au volant, fait cette année une énième victime et finit par renverser le Père Noël lui-même. Son traîneau devant être réparé, il est forcé de rester chez le couple quelques temps et ça, José et Liliane comptent bien en profiter. De son côté, en fouillant dans ses vieilles décorations de Noël, Raymond tombe sur ses souvenirs d'école...

CANAL+ 21.09

09:08 Wicked
11:50 La boîte à questions
11:55 En aparté
12:27 Clique



18:54 La boîte à questions
18:59 En aparté
19:35 Clique
20:34 En aparté
21:09 Antoine de Caunes : la vie «rêvée» d'un enfant du rock

22:36 Zion



En Guadeloupe, Chris partage son temps entre deals, aventures sans lendemain et rodéos en moto. Repéré par Odell, le caïd du quartier voisin, Chris se voit confier une livraison à risque. Malgré la mise en garde de son meilleur ami, il accepte la mission. Mais le jour de la livraison, il découvre qu'un bébé a été déposé devant sa porte. Commence alors pour lui, une course infernale qui le mènera à un choix crucial...

PLANETE +

TFX

W9

09:31 Mercenaire
11:09 La vengeance d'un roi
11:54 Les six femmes d'Henri VIII
12:58 Vikings : La saga des Bluetooth
14:37 La grande guerre
16:06 Secrets de châteaux
17:43 Conquistadors : de la gloire à la décadence
19:24 American Pickers, la brocante made in USA
20:55 Napoléon III, le prix de l'audace
22:50 Le mystère des Princes de la Tour

11:50 Clap !
12:30 Super Nanny
16:10 Quatre mariages pour une lune de miel
19:00 Star Academy, la quotidienne
20:00 La Bataille : La malédiction de l'île
21:10 Cleaners les experts du ménage



09:00 Kaamelott
11:10 NCIS



17:40 The cerveau : qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18:45 Tout beau, tout n9uf
21:25 Enquêtes criminelles



10 ERREURS

Nigeria: démission du ministre de la Défense après une vague de kidnappings



La présidence nigérienne a annoncé lundi la démission du ministre de la Défense Mohammed Badaru Abubakar, alors que le pays est secoué par une vague d'enlèvements de masse qui ont amené le président Bola Tinubu à déclarer «l'état d'urgence sécuritaire».

M. Abubakar, 63 ans, démissionne avec effet immédiat pour raisons de santé, a annoncé le porte-parole de M. Tinubu, Bayo Onanuga, dans un communiqué.

Les enlèvements contre rançon par des groupes armés sont devenus très fréquents au Nigeria depuis l'enlèvement en 2014 de 276 écolières dans la ville de Chibok (nord-est) par des jihadistes du groupe Boko Haram.

Mais cette nouvelle vague de kidnappings, au cours de laquelle plus de 400 Nigériens ont été enlevés ces 15 derniers jours -la grande majorité dans l'Etat du Niger (centre-ouest)-, a profondément ébranlé le pays le plus peuplé d'Afrique (230 million d'habitants), presque également divisé entre un nord majoritairement musulman et un sud principalement chrétien.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La Maison Blanche confirme avoir frappé deux fois un même bateau



La Maison Blanche a confirmé lundi qu'un amiral américain, sous l'autorité du ministre de la Défense, avait ordonné de tuer les survivants d'une frappe sur un bateau de trafiquants de drogue présumés, un acte dont la légalité est ouvertement questionnée, en pleine crise avec Caracas.

Depuis août, les Etats-Unis ont considérablement

renforcé leur présence militaire en mer des Caraïbes au nom de la lutte contre le narcotrafic. Le président Donald Trump la justifie en accusant son homologue vénézuélien de diriger un cartel de la drogue.

Caracas dément, qualifie ces frappes d'exécutions extra-judiciaires et rétorque que l'objectif du milliardaire amé-

ricain est de renverser Nicolas Maduro pour mettre la main sur le pétrole du pays.

Un total de 11 personnes avaient péri, début septembre, après une double frappe américaine dans les eaux internationales contre un bateau soupçonné de transporter des stupéfiants. La première d'une vingtaine d'attaques qui ont fait 83 morts.

Le Venezuela accuse la CPI de «se soustraire» à ses responsabilités



Le Venezuela a accusé lundi la Cour pénale internationale (CPI) de «se soustraire» à ses responsabilités, après l'annonce par le tribunal de la fermeture de son bureau à Caracas en raison d'un manque de progrès dans le travail avec le gouvernement.

La CPI enquête sur le Venezuela pour des crimes contre l'humanité présumés lors des manifestations de 2017, et avait ouvert en 2024 un bureau pour travailler avec le gouvernement de gauche du président Nicolas Maduro.

Le procureur adjoint de la CPI, Mame Mandiaye Niang, a annoncé lundi que la CPI avait décidé de fermer son bureau en raison d'un manque de «progrès réel» dans sa collaboration avec le gouvernement vénézuélien, tout en précisant que l'enquête se poursuivait.

Le Rwanda et la RDC signeront un accord de paix jeudi à Washington



Les présidents du Rwanda et de la République démocratique du Congo (RDC) seront reçus jeudi par Donald Trump à Washington pour signer un accord de paix, sur fond de divergences persistantes entre les deux pays, a annoncé lundi la Maison Blanche.

L'accord de paix, conclu par les deux pays africains fin juin à Washington et qui n'a pas permis de faire taire les armes, vise à mettre un terme à la guerre sanglante dans l'est de la RDC, région frontalière riche en ressources naturelles et théâtre de conflits armés depuis trois décennies.

Le président rwandais Paul Kagame et le président congolais Félix Tshisekedi vont signer jeudi «l'accord historique de paix» que le président américain a facilité entre les deux pays, a fait savoir la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, lors d'une conférence de presse.

Les violences se sont intensifiées depuis janvier avec la prise des grandes villes de Goma et Bukavu par le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda.

Pérou: 12 morts et 30 disparus après un glissement de terrain

La Marine péruvienne recherche lundi soir au moins 30 personnes portées disparues depuis qu'un glissement de terrain a fait couler deux bateaux amarrés dans un port fluvial du centre du pays, tuant 12 passagers dont quatre enfants.

L'éboulement est survenu lundi à l'aube dans le port d'Iparia, dans la région amazonnienne d'Ucayali, où la saison des pluies a débuté. Les deux embarcations fluviales étaient amarrées lorsque l'éboulement s'est produit.

L'une d'elles avait quitté quelques heures plus tôt le port de Pucallpa, la capitale régionale, avec à son

bord 65 passagers attendant rejoindre des communautés indigènes isolées. L'autre bateau était vide.

«Il y a 12 morts», a déclaré à l'AFP le directeur de l'agence sanitaire régionale Patrich Pantoja, joint par téléphone, ajoutant qu'au départ, nous avions 20 blessés qui ont déjà pu quitter l'hôpital. «Nous avons environ 30 à 36 disparus», a-t-il complété.

La plupart des victimes sont des personnes appartenant à des communautés autochtones.

Les autorités sanitaires régionales ont précisé que quatre enfants figuraient parmi les victimes.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MARCHE FORCÉE

Sérieusement contrariée aujourd'hui, la légendaire douceur de vivre des Finlandais, en effilochant son réputé label, offre une parfaite démonstration d'un monde englouti dans un naufrage économique et social. La Finlande avait tout fait pour se présenter en modèle de réussite humaine pour que le bonheur de vivre soit permanent.

Comme la Suisse, le Danemark ou la Suède, l'Etat polaire a installé une philosophie de vie que le monde entier lui enviait en impliquant totalement sa population à se passer de toute forme de régence pour la responsabiliser entièrement dans la moindre décision, locale et nationale conditionnant de plus près son existence.

Il a fallu s'aider d'une riche manne pé-

trolière, mais aussi et surtout d'une politique fiscale draconienne où chaque citoyen finlandais se devait presque se saigner. Le prêt à l'Etat était rendu à la population et le partage de l'espace commun n'était pas loin de l'époustouffant tableau.

Or des indicateurs démontrent en ce moment que la Finlande serait en passe de perdre sa superbe sociale. Le taux de chômage grimpe et l'économie stagne plus que toléré. Le vieillissement démographique, la guerre dans son voisinage immédiat et la crise économique seraient en cause, mais à la vérité c'est le délitement de tout un monde qui serait responsable

du flétrissement de son art de vivre.

Il y a comme une panne dans la marche forcée de l'humanité. Il serait trop simple de se suffire de conclure que les nuages sombres qui planent sur elle ne seraient dus qu'aux guerres et aux conflits qu'accompagneraient les méfaits d'un climat dérégulé. Le bon sens paysan démontrerait plutôt que c'est la nature humaine qui est en cause, incapable finalement de s'assumer et de trouver un équilibre idoine pour exister. Le brouhaha assourdissant provoqué par l'avancée des technologies, en enfantant certes le progrès, a aussi profondément chamboulé les règles de vie.

Grand indice probant : les villes se dégarnissent de leurs habitants, l'air de signifier que c'est la Terre entière qui réclame le dégarnissement de ses âmes.